

**Etat de Fribourg**

**TRIBUNAL CANTONAL**

**RAPPORT ANNUEL**

**2012**

---

**Staat Freiburg**

**KANTONGERICHT**

**JAHRESBERICHT**

**2012**



## **Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2012**

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ et à vos lettres du 30 novembre et du 4 décembre 2012, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2012.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 15 février 2013

Les Greffiers-chefs :

Muriel Zingg

Henri Angéloz

Le Président :

Christian Pfammatter

\*\*\*\*\*

## **A. Le Tribunal cantonal**

### **1. Partie générale**

#### **1.1. Remarques générales**

##### **1.1.1. Administration de la justice**

Durant l'année 2012, le Tribunal plénier s'est réuni à huit reprises et la Commission administrative à onze reprises. Plusieurs décisions d'ordre administratif ont, de plus, été prises par voie de circulation.

Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions de compétences et pris position lors de diverses consultations. Par ailleurs, des délégations du Tribunal cantonal ont notamment participé à la Conférence de presse vouée à la présentation du rapport annuel du Tribunal cantonal, à une rencontre avec Impresum-Fribourg et à la deuxième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux traditionnelles inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Dans le cadre du projet de réorganisation du Tribunal cantonal en vue de la réunion physique des trois sections, il a été décidé de créer une Commission des services centraux - constituée par les deux Greffiers-chefs et la Cheffe de projet – qui a été chargée des tâches administratives (budget, planification financière, personnel, organisation des processus et développement du projet) jusqu'à la nomination du Secrétaire général du Tribunal cantonal. Cette commission a permis une meilleure circulation des informations sur les deux sites du Tribunal cantonal et a amélioré sensiblement la gestion unifiée du tribunal.

Les travaux liés à la transformation du bâtiment de l'ancien Prieuré des Augustins ont continué à progresser sans surprise particulière, le Tribunal cantonal participant activement à la commission de bâtisse et à la sous-commission de chantier. Une visite du chantier a été organisée pour l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs en date du 21 juin 2012. Compte tenu de l'avancement des travaux, le déménagement des trois sections est prévu actuellement pour l'automne 2013.

Durant l'année 2012, le Tribunal cantonal a également élaboré deux règlements importants pour son activité: le Règlement du Tribunal cantonal du 21 juin 2012 sur l'information du public en matière judiciaire (RTCInf; RSF 17.53), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2012, lequel englobe les dispositions sur la chronique judiciaire, et le Règlement du Tribunal cantonal du 22 novembre 2012 précisant son organisation et son fonctionnement (RTC; RSF 131.11), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Sous l'angle informatique, le dernier trimestre de l'année a été marqué par le début de la préparation du passage du Tribunal cantonal de Tribuna 2000 (outil de gestion de dossiers) à Tribuna V3. Sous la direction du Comité de pilotage (COPIL), présidé par la Cheffe de projet Isabelle Emmenegger et dont font partie les deux Greffiers-chefs Muriel Zingg et Henri Angéloz, des comités de projets (COPRO), constitués de collaboratrices et collaborateurs du Tribunal cantonal (cheffes de bureau, secrétaires comptables, greffiers) ont été mis en place, afin de préparer la migration des données qui se déroulera en mars 2013.

Suite à la démission de la Cheffe de projet pour le 31 octobre 2012, il a été décidé de lancer immédiatement la mise au concours du poste de Secrétaire général du Tribunal cantonal. Frédéric Oberson a été choisi, après une procédure d'assessment, pour assumer cette fonction et a débuté son activité le 3 janvier 2013.

La fin de l'année 2012 a vu en outre la suppression du système des assesseurs pour la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales. En effet, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, ces cours siègent également avec trois juges professionnels. Cela engendre dès lors une réorganisation importante au sein de la section administrative du Tribunal cantonal, avec notamment la création d'une deuxième Cour des assurances sociales et une charge de travail supplémentaire pour tous les juges de la section.

Enfin, les mesures extraordinaires qui avaient été attribuées à la Cour des assurances sociales en 2009 et 2010 ont également pris fin au 31 décembre 2012, entraînant notamment la non-reconduction des contrats de quatre greffiers-rapporteurs. S'il faut noter qu'une bonne partie du retard dans le traitement des affaires de cette cour a été assaini au bénéfice de ces mesures temporaires, la situation reste préoccupante au vu de son importante charge de travail ordinaire et de l'augmentation du nombre d'affaires enregistrées en 2011 et 2012. Il est à

craindre que, même sous cette nouvelle organisation, la capacité de liquidation des deux cours des assurances sociales ne soit pas suffisante.

### 1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée très importante en 2012. Chacune des trois sections a connu une augmentation du nombre des affaires enregistrées (+ 10 dossiers [+ 0,85 %] pour la section civile, + 24 dossiers [+ 6,4 %] pour la section pénale et + 138 dossiers [+ 12,7 %] pour la section administrative), étant rappelé que la section civile avait connu une véritable explosion de recours en 2011 (+ 52 %).

Pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

## 1.2. Activité juridictionnelle

### 1.2.1. En général

#### 1.2.1.1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

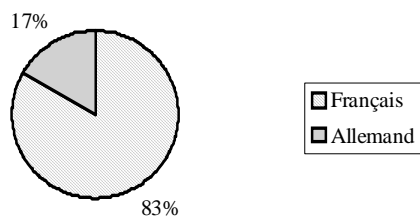
##### TRIBUNAL CANTONAL

| Statistique générale                             | 2012  | 2011 | 2010  |
|--|-------|------|-------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier | 1343* | 1364 | 1458* |
| b) affaires enregistrées                         | 2812  | 2650 | 3489  |
| c) affaires liquidées                            | 2968  | 2670 | 3583  |
| d) affaires pendantes au 31 décembre             | 1209  | 1344 | 1364  |

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

#### Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2454 décisions en français et 492 en allemand, sans compter les 22 consultations législatives dans lesquelles le Tribunal plénier a pris position.



##### SECTION CIVILE

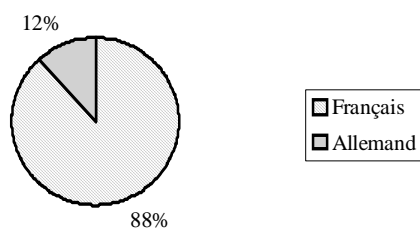
| Statistique générale                             | 2012 | 2011 | 2010 |
|--|------|------|------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier | 229  | 129* | 117* |
| b) affaires enregistrées                         | 1186 | 1176 | 774  |
| c) affaires liquidées                            | 1214 | 1076 | 761  |
| d) affaires pendantes au 31 décembre             | 201  | 229  | 130* |

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2010 et le 01.01.2011 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Le nombre d'affaires enregistrées en **section civile** est resté stable par rapport à 2011 qui avait été marqué par une forte augmentation.

### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1069 décisions en français et 145 en allemand.



### SECTION PENALE

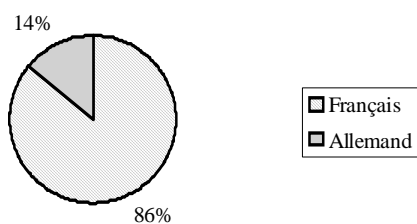
| Statistique générale                             | 2012 | 2011 | 2010 |
|--|------|------|------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier | 129* | 108  | 131  |
| b) affaires enregistrées                         | 400  | 376  | 1437 |
| c) affaires liquidées                            | 384  | 354  | 1460 |
| d) affaires pendantes au 31 décembre             | 145  | 130* | 108  |

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2011 et le 01.01.2012 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Si le nombre des affaires enregistrées en Cour d'appel pénal est stable, la Chambre pénale a connu une augmentation de 13 % des affaires portées à son rôle, d'où l'augmentation globale de 6 % des affaires de la **section pénale** par rapport à 2011 (pour des précisions à ce sujet, cf. commentaires ad 1.2.7 et 1.2.8 ci-après).

### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 330 décisions en français et 54 en allemand.



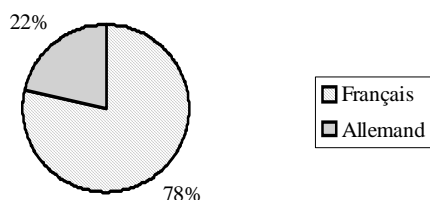
## SECTION ADMINISTRATIVE

| Statistique générale                             | 2012 | 2011  | 2010  |
|--|------|-------|-------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier | 984  | 1127* | 1206* |
| b) affaires enregistrées                         | 1226 | 1088  | 1267  |
| c) affaires liquidées                            | 1348 | 1231  | 1347  |
| d) affaires pendantes au 31 décembre             | 862  | 984   | 1126* |

\* La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12 et le 01.01 s'explique par le fait que l'état des dossiers a été modifié après l'impression des statistiques.

### Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1055 décisions en français et 293 en allemand.



Le nombre des nouvelles affaires enregistrées en 2012 auprès de la **section administrative** a augmenté de 138 dossiers (+ 12,5 %). La II<sup>ème</sup> Cour enregistre la plus forte augmentation (+ 34 dossiers, soit + 29,5 %). La Cour des assurances sociales et la III<sup>ème</sup> Cour connaissent également une augmentation sensible (respectivement + 62 affaires, soit + 14,5 % et + 32 affaires, soit + 15 %). La Cour fiscale comptabilise quant à elle une augmentation de 14 dossiers (+ 8,5 %). En revanche, la I<sup>ère</sup> Cour enregistre une très légère baisse des affaires (- 4 dossiers, soit - 2,5 %).

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 1036 dossiers, ce qui représente 46,9 % des affaires pendantes en 2012 auprès de la section (dossiers pendants au 1<sup>er</sup> janvier 2012 [544 dont 14 affaires d'aide sociale] et nouvelles affaires enregistrées [492 dont 45 affaires d'aide sociale] confondus). La Cour fiscale totalise 14,3 % des enregistrements (134 dossiers pendants et 183 nouvelles affaires), la III<sup>ème</sup> Cour administrative 16 % (111 dossiers pendants et 242 nouvelles affaires) et la I<sup>ère</sup> Cour administrative 12 % (106 dossiers pendants et 159 nouvelles affaires). Le solde de 10,8 % revient à la II<sup>ème</sup> Cour administrative (89 dossiers pendants et 150 nouvelles affaires).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 117 dossiers) par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires liquidées a été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une baisse de 122 dossiers pour les affaires pendantes au 31 décembre 2012 par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2011.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

### 1.2.1.2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

|  | 1 à 30 Jours | 1 à 3 mois | 3 à 6 mois | 6 à 12 mois | 1 à 2 ans | Plus de 2 ans |
|--|--------------|------------|------------|-------------|-----------|---------------|
| I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil    | 132          | 99         | 87         | 51          | 13        | 3             |
| II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil   | 66           | 171        | 69         | 27          | 10        | 1             |
| Chambre des poursuites et faillites    | 146          | 34         | 3          | 0           | 0         | 0             |
| Cour d'appel pénal                     | 40           | 35         | 24         | 38          | 27        | 0             |
| Chambre pénale                         | 79           | 85         | 29         | 14          | 0         | 0             |
| I <sup>ère</sup> Cour administrative   | 34           | 41         | 34         | 39          | 18        | 8             |
| II <sup>ème</sup> Cour administrative  | 28           | 29         | 12         | 49          | 26        | 4             |
| III <sup>ème</sup> Cour administrative | 54           | 107        | 32         | 26          | 32        | 13            |
| Cour fiscale                           | 7            | 60         | 17         | 39          | 59        | 4             |
| Cour des assurances sociales           | 56           | 91         | 63         | 45          | 164       | 157           |

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre élevé de 157 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour la Cour des assurances sociales s'explique par la surcharge de dite Cour. Il convient toutefois de relever que ce chiffre a fortement baissé par rapport à 2011 (257). En outre, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

Enfin, il paraît important de relever que, même si le Grand Conseil est responsable de l'allocation de moyens suffisants et que le pouvoir judiciaire fait au mieux avec ceux qu'il lui attribue, il est toutefois difficilement compréhensible pour le Tribunal cantonal que, malgré des besoins clairement établis, ses requêtes budgétaires successives ne soient pas agréées. Le Tribunal cantonal réitérera dès lors ses requêtes cette année.

### 1.2.1.3. Surveillance directe et déléguée

#### Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les tribunaux des arrondissements de la Glâne, de la Broye, du Lac et de la Veveyse ainsi que quatre juges et le Greffier-chef du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine; une partie du Ministère public (dix procureurs); le Tribunal pénal des mineurs; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières, de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine, de la Singine et du Lac ainsi que de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse. Il a aussi inspecté l'Office des faillites, les sept offices des poursuites, les sept préfectures, les justices de paix de la Sarine, de la Glâne et du Lac ainsi que la Chambre des tutelles de la Sarine, de la Gruyère et de la Singine.



## Surveillance directe en matière tutélaire

Le compte rendu suivant vaut rapport au Grand Conseil, au sens de l'art. 10 al. 3 aLOT.

La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a inspecté les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance (ci-après : CPLFA), dont elle avait la surveillance directe jusqu'à la fin de l'année 2012 (art. 7 aLOT).

De leur côté, les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont inspecté la justice de paix de leur arrondissement. A notamment été signalée l'importante charge de travail qui résultera de l'adaptation des mesures actuelles au nouveau droit. Les Présidents de la Chambre des tutelles de l'arrondissement de la Sarine attirent aussi l'attention sur la surcharge endémique de la Justice de paix du cercle et du Service de l'enfance et de la jeunesse. S'agissant essentiellement de causes où la protection d'enfants est en jeu, la situation est selon eux alarmante, sans tenir compte des nouvelles compétences qui vont échoir aux justices de paix. Ces magistrats suggèrent que l'Autorité de surveillance avise les instances compétentes du fait que la situation est très proche du seuil critique.

Les membres et les greffiers des justices de paix ont suivi la formation mise sur pied par la Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA).

### a) Privation de liberté à des fins d'assistance

453 décisions ont été rendues en la matière en 2012 et communiquées à la CPLFA. Celle-ci a connu de 53 demandes de contrôle judiciaire.

La CPLFA a inspecté les justices de paix en leur qualité d'autorités de placement.

Elle a transmis en fin d'année les dossiers de contrôle judiciaire pendants aux justices de paix, compétentes selon le nouveau droit pour le contrôle des placements ordonnés par un médecin.

Certaines justices de paix ont relevé que les médecins ne leur communiquaient pas leurs décisions de placement.

b) Autres mesures tutélaires

Récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2012 dans le canton

| <b>A. Adultes</b>  |                   |       |       | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |       |
|--|-------------------|-------|-------|--------------------------|----------|-------|
|  |                   |       |       | féminin                  | masculin | Total |
| Interdiction   | art. 369          |       |       | 20                       | 13       | 33    |
| Interdiction   | art. 370          |       |       | 3                        | 2        | 5     |
| Interdiction   | art. 371          |       |       | 0                        | 0        | 0     |
| Interdiction   | art. 372          |       |       | 7                        | 25       | 32    |
| dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC<br>(les interdictions correspondantes font partie intégrante des art.<br>369 à 372) | fém.              | masc. | total | /                        |          |       |
|  | 13                | 8     | 21    |                          |          |       |
| Curatelle  | art. 392          |       |       | 26                       | 34       | 60    |
| Curatelle  | art. 393          |       |       | 5                        | 5        | 10    |
| Curatelle  | art. 392/393      |       |       | 40                       | 43       | 83    |
| Curatelle  | art. 394          |       |       | 125                      | 178      | 303   |
| Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)   | art. 395          |       |       | 0                        | 3        | 3     |
| <b>B. Enfants</b>  |                   |       |       | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |       |
| Mesures protectrices (sans 308-312)  | art. 307          |       |       | 34                       | 37       | 71    |
| Curatelle (sans 309 et 312)  | art. 308          |       |       | 151                      | 174      | 325   |
| Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)  | art. 309          |       |       | 19                       | 14       | 33    |
| Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)  | art. 310          |       |       | 46                       | 51       | 97    |
| Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)   | art. 311/312      |       |       | 0                        | 3        | 3     |
| Les remises existantes de comptes et rapports  | art. 318 III      |       |       | 65                       | 48       | 113   |
| Mesures pour la protection des biens de l'enfant   | art. 324          |       |       | 0                        | 0        | 0     |
| Curatelle d'administration des biens de l'enfant   | art. 325          |       |       | 3                        | 2        | 5     |
| Tutelle pour mineurs   | art. 368          |       |       | 10                       | 13       | 23    |
| Curatelle de représentation pour mineurs   | art. 392          |       |       | 43                       | 48       | 91    |
| Autorité parentale conjointe   | Art. 298a/134 III |       |       | 170                      | 177      | 347   |

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2012 dans tout le canton.

| <b>A. Adultes</b>  |              |      |       | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |       |
|--|--------------|------|-------|--------------------------|----------|-------|
|  |              |      |       | féminin                  | masculin | Total |
| Interdiction   | art. 369     |      |       | 324                      | 377      | 701   |
| Interdiction   | art. 370     |      |       | 29                       | 79       | 108   |
| Interdiction   | art. 371     |      |       | 0                        | 0        | 0     |
| Interdiction   | art. 372     |      |       | 386                      | 576      | 962   |
| dont placement sous autorité parentale selon art. 385 III CC<br>(les interdictions correspondantes font partie intégrante des art.<br>369 à 372) |              | fém. | masc. |                          |          |       |
|  |              | 160  | 183   | total                    | 343      |       |
| Curatelle  | art. 392     |      |       | 102                      | 71       | 173   |
| Curatelle  | art. 393     |      |       | 115                      | 98       | 213   |
| Curatelle  | art. 392/393 |      |       | 115                      | 97       | 212   |
| Curatelle  | art. 394     |      |       | 1079                     | 1183     | 2262  |
| Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)   | art. 395     |      |       | 148                      | 233      | 381   |
| <b>B. Enfants</b>  |              |      |       | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |       |
| Mesures protectrices (sans 308-312)  | art. 307     |      |       | 83                       | 114      | 197   |
| Curatelle (sans 309 et 312)  | art. 308     |      |       | 713                      | 877      | 1590  |
| Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)  | art. 309     |      |       | 61                       | 51       | 112   |
| Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)  | art. 310     |      |       | 81                       | 115      | 196   |
| Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)   | art. 311/312 |      |       | 13                       | 19       | 32    |
| Les remises existantes de comptes et rapports  | art. 318 III |      |       | 16                       | 9        | 25    |
| Mesures pour la protection des biens de l'enfant   | art. 324     |      |       | 1                        | 0        | 1     |
| Curatelle d'administration des biens de l'enfant   | art. 325     |      |       | 15                       | 10       | 25    |
| Tutelle pour mineurs   | art. 368     |      |       | 77                       | 105      | 182   |
| Curatelle de représentation pour mineurs   | art. 392     |      |       | 90                       | 84       | 174   |

### 1.2.2. 1<sup>ère</sup> Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre s'est maintenu dans les sommets, avec encore une nouvelle hausse (371, soit + 5%). L'occupation promise dans le rapport 2011 au nouvel effectif des greffières et greffiers n'a donc pas manqué. En appui des efforts soutenus des membres de la Cour, elle a permis de ramener sous la centaine le nombre de dossiers en cours au 31 décembre, tout en conservant un taux supérieur à 80% pour les liquidations en moins de 6 mois.

La priorité donnée aux affaires de droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, a été maintenue, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses, dont les plus anciennes ont augmenté, passant de 8 à 12.

### 1.2.3. II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 15 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 60 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2012, 70 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 90 % dans les six mois.

La Cour se trouve aussi dans un conflit d'intérêts classique. La quantité, la qualité et le facteur temps ne sont pas toujours conciliables. Durant les cinq dernières années, le nombre des affaires enregistrées a plus que doublé, passant de 155 à 335 actuellement (augmentation de 116 %, soit en moyenne 23,2 % par année). La valeur indicative de telles statistiques est certes relative; chacun peut toutefois se rendre compte d'une part que l'augmentation est extraordinaire, d'autre part que le rythme de liquidation ainsi que la qualité des décisions en souffrent. La Cour s'est malgré tout efforcée de maintenir le rythme de liquidation.

### 1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Dans le canton, près de 40 % des poursuites sont actuellement traitées en ligne.

### 1.2.5 Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

### 1.2.6. Chambre des tutelles (depuis le 1er janvier 2013 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte)

Le traitement des affaires de la Chambre en 2012 n'appelle pas de remarques particulières.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur. Dès cette date, le Tribunal cantonal devient l'unique autorité de recours cantonale contre les décisions des autorités de protection, les Chambres des tutelles d'arrondissement étant supprimées de même que la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Par ailleurs, les dossiers toujours pendants auprès des Chambres des tutelles d'arrondissement au 31 décembre 2012 doivent d'office lui être transférés. La Cour sera de plus amenée, dans le cadre des recours contre des placements à des fins d'assistance, à se déplacer pour les auditions des personnes placées. Cette nouvelle organisation entraînera à n'en pas douter une augmentation très importante de la charge de la Cour, étant précisé que la nature des affaires qui lui sont soumises implique très souvent un traitement rapide du dossier.

### 1.2.7. Cour d'appel pénal

La forte augmentation (82 % d'affaires supplémentaires) constatée en 2011 se maintient, le nombre de nouvelles affaires enregistrées étant identique à celui de 2011 (164 en 2012; 164 en 2011; 90 en 2010). Malgré l'augmentation incessante du nombre d'arrêts rendus (plus de 30 % de plus qu'en 2011 : 164 en 2012; 125 en 2011; 88 en 2010), dont près d'un quart à la suite de séances publiques, le nombre des affaires pendantes en fin d'année se maintient à un niveau très élevé (96 au 31 décembre 2012; 97 en 2011), représentant 58 % du total des nouvelles affaires. Les nombreuses opérations en cours de procès qu'exige la nouvelle procédure pénale, ainsi que les exigences moins strictes en matière de motivation des recours, qui imposent aux juges de réexaminer le dossier dans son ensemble, nécessitent impérativement la collaboration des greffiers efficaces et compétents sur lesquels la Cour d'appel pénal peut aujourd'hui compter, si l'on veut qu'elle continue à liquider les affaires dans des délais raisonnables en maintenant une certaine qualité des arrêts.

### 1.2.8. Chambre pénale

Si l'augmentation des affaires de 13 % peut être qualifiée de moyenne, il n'en reste pas moins que la charge de travail des juges attribués à la Chambre pénale a subi une augmentation sensible. En effet, depuis 2012, les affaires sont traitées par trois juges, soit 3 EPT au lieu de 3,5 EPT auparavant. En outre, ces trois juges traitent aussi les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

### 1.2.9. I<sup>ère</sup> Cour administrative

L'activité de la I<sup>ère</sup> Cour administrative pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières.

### 1.2.10. II<sup>ème</sup> Cour administrative

L'activité de la II<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières.

### 1.2.11. III<sup>ème</sup> Cour administrative

L'activité de la III<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières s'agissant de la nature des affaires. La volonté de mettre partiellement à la disposition de la Cour des assurances sociales l'un des Juges francophones de la III<sup>ème</sup> Cour, pour tenter de juguler les retards, a cependant alourdi la tâche des autres Juges. A cette difficulté s'est ajoutée une augmentation sérieuse des nouvelles affaires. On compte en effet 242 nouvelles affaires en 2012 pour 210 en 2011, ainsi que, dans le domaine de l'aide sociale, 45 nouvelles affaires en 2012 au lieu de 30 en 2011, affaires enregistrées au rôle de la Cour des assurances sociales depuis 2011.

### 1.2.12. Cour fiscale

L'événement marquant de cette année aura été sans nul doute la disparition, fin décembre, du système des assesseurs spécialisés (cf. chiffre 1.3.1 ci-après). Pour le reste, l'activité de la Cour fiscale pour l'année 2012 n'amène pas de remarques particulières.

### 1.2.13. Cour des assurances sociales

Durant l'année 2012, la Cour des assurances sociales a poursuivi sans relâche ses efforts, lesquels lui ont permis, grâce au concours de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la Cour, de réduire le total des affaires pendantes d'environ 88 dossiers par rapport au début de l'année, avec des liquidations en légère augmentation et surtout malgré des entrées toujours plus importantes. Que les Juges suppléants qui ont rédigé des projets de jugement, ceux qui ont supervisé certain/es greffier/ères-rapporteur/es ainsi que les Juges Jérôme Delabays et Johannes Frölicher - lesquels ont continué, le premier durant un trimestre et le second durant toute l'année, avec le soutien de leurs collègues, leur collaboration au sein de la Cour - soient chaleureusement remerciés, car ces résultats réjouissants leur sont aussi dus.

Le stock des affaires pendantes auprès de la Cour des assurances sociales à fin décembre 2012 se trouve ainsi enfin dans des proportions plus raisonnables. Toutefois, les mesures extraordinaires octroyées, d'abord en 2009 pour la charge ordinaire de la Cour, puis celles allouées par la suite pour juguler cette fois le retard qu'elle a subi dans ses liquidations, ont toutes pris fin au 31 décembre 2012 et ne cèderont pas leur place à des postes ordinaires, propres à assurer le quotidien de la Cour, laquelle ne pourra en outre plus compter sur la collaboration de ses assesseurs, qui voient leur mandat définitivement prendre fin (cf. chiffre 1.3.1 ci-après), déficit qui demeure sans compensation. C'est ainsi que l'année 2013, avec des nouvelles affaires en augmentation et une perte sèche en termes de collaboratrices et de collaborateurs, ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices.

## 1.3. Personnel

### 1.3.1. Juges

Ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Juge Georges Chanez a quitté le Tribunal cantonal le 30 juin 2012. Né en 1950 à Estavayer-le-Lac, Georges Chanez a obtenu sa licence en droit à l'Université de Fribourg en 1974 et son brevet d'avocat trois ans plus tard. Il entre au service du pouvoir judiciaire en 1976, comme greffier du Tribunal de l'arrondissement de la Broye, dont il deviendra président en 1984. Il occupera cette fonction jusqu'à ce que le Grand Conseil, en décembre 2001, l'élise comme Juge cantonal, en remplacement de Fabienne Hohl. Il est entré en fonction en février 2002.

Le Tribunal cantonal gardera le souvenir d'un juge écouté et pétri de bon sens, dont les grandes compétences juridiques étaient toujours empreintes d'humanité. Il lui souhaite une longue et paisible retraite, amplement méritée après plus de 35 ans de dévouement à la justice.

Le Grand Conseil a élu Georges Chanez juge suppléant.

Dans sa session du 20 mars 2012, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Georges Chanez, Catherine Overney, avocate, greffière auprès du Tribunal cantonal depuis 1986.

Le Juge Alexandre Papaux a donné sa démission pour le 30 septembre 2012, après vingt ans de services au Tribunal cantonal. Né en 1958 à Pully, il a obtenu sa licence en droit à l'Université de Fribourg en 1983 et son brevet d'avocat en 1987. Il a par la suite pratiqué le barreau avant d'être élu juge cantonal le 10 décembre 1992, en remplacement de Jacques Curty. Il est entré en fonction en janvier 1993.

Spécialiste du droit des langues, Alexandre Papaux a soutenu en 2011 sa thèse de doctorat intitulée : "La langue de la justice civile et pénale en droit suisse et comparé".

La grande expérience d'Alexandre Papaux et son sens du droit ont été en particulier appréciés dans le jugement des causes pénales pour lesquelles il avait une prédilection. Alexandre Papaux a entretenu de bonnes relations avec ses collègues et ses collaborateurs qu'il savait motiver.

Le Tribunal cantonal lui souhaite beaucoup de satisfactions dans ses nouvelles activités.

Dans sa session du 12 juin 2012, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Alexandre Papaux, Michel Favre, avocat, Procureur auprès du Ministère public fribourgeois.

Peu de changements sont apparus dans les activités accessoires des juges. Françoise Bastons Bulletti est membre de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs, du Comité de l'Office familial de Fribourg ainsi que de GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Josef Hayoz est président du Conseil de la magistrature et président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6<sup>ème</sup> arrondissement. Il est également membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, est membre de la Commission du barreau et membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Christian Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2<sup>ème</sup> arrondissement.

Le Grand Conseil a élu, en qualité de juges suppléants, pour une durée indéterminée, Georges Chanez, Dina Beti et Pascal Richard, et, pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2012, Marc Boivin.

Le mandat des assesseurs de la Cour fiscale, soit Michael Hank, Berthold Buchs, Albert Nussbaumer et Jean-Marc Vionnet ainsi que les suppléants Hans Brügger, Ernst Flammer et Louis-Marc Perroud, et de la Cour des assurances sociales, soit Jean-Marc Kuhn et Lorenz Fivian ainsi que les suppléants Christian Grandjean et Bruno Boschung, a définitivement pris fin au 31 décembre. En leur qualité de spécialistes, ils ont participé à la bienfaisance de la jurisprudence de ces deux cours en apportant en particulier leur expérience pratique de la matière. Ils méritent reconnaissance et gratitude pour l'immense travail accompli et leur collaboration efficace et agréable qui ont largement contribué à l'image de la justice de notre canton.

### 1.3.2. Greffe

L'année 2012 a été marquée par le départ de la greffière-chef de la section administrative, Marjorie Jaquet a Marca, laquelle a démissionné avec effet au 31 août 2012. Après plus de 11 ans d'intense activité d'abord en qualité de greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, puis, dès le 1<sup>er</sup> avril 2006, comme greffière-chef de ce dernier, devenu, en 2008, section administrative du Tribunal cantonal, elle a décidé de relever un nouveau défi professionnel. Elle a en effet été engagée en qualité de cheffe de section auprès de l'Office de l'assurance-invalidité du canton de Fribourg. Le Tribunal cantonal lui souhaite plein succès dans cette nouvelle activité.

Marjorie Jaquet a Marca a été remplacée, dès le 1<sup>er</sup> septembre 2012, par Muriel Zingg, jusqu'alors greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales.

Les changements suivants sont en outre intervenus auprès des sections civile et pénale. Deux nouvelles greffières ont été engagées : Marlène Collaud et Séverine Zehnder; la première a été remplacée après sa démission par Catherine Fallar. Laetitia Crétin a pour sa part été engagée en remplacement de Catherine Python Werro, Richard-Xavier Posse l'a été en remplacement de Catherine Overney, élue Juge cantonale, et Cornelia Thalmann El Bachary en remplacement de Michel Pellascio, greffier-rapporteur pour une part de son activité.

La section administrative a également connu plusieurs changements dans l'effectif des greffiers-rapporteurs. Suite à la démission de Karim Armand Hichri, Rosario Sanchez a été engagée dès le 1<sup>er</sup> mars 2012, pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2012. En outre, suite au départ de Mélanie Maillard Russier et de la nomination de Muriel Zingg en tant que greffière-chef de la section administrative en remplacement de Marjorie Jaquet a Marca, Alexandre Vial et Carine Sottas ont été engagés pour les remplacer. Ces derniers bénéficiaient de contrats de durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2012 dans le cadre des mesures extraordinaires accordées à la Cour des assurances sociales et ont donc été remplacés par Evelyne Horisberger, en qualité de greffière-rapporteuse, et Jennifer Tapia, en tant que greffière adjointe. Enfin, Yann Hoffmann, greffier adjoint engagé grâce au crédit spécial de l'intégration handicap pour seconder le Juge cantonal Johannes Frölicher, a renoncé au prolongement de son contrat au-delà du 31 décembre 2012. Il a été remplacé, dès le 1<sup>er</sup> février 2013, par Vanessa Thalmann.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Elsa Dordi, Florine Kueng, Souheyla Hemma, Vincent Binetti, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Olivia Lei et Alain Monnerat ont accompli un stage de greffier/ère.

Dans le cadre de leur formation universitaire, deux étudiantes en droit ont en outre été accueillies par la section administrative durant plusieurs semaines.

Sans compter les greffiers-chefs (1 EPT à Fribourg et 1 EPT à Givisiez) et les mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 à la Cour des assurances sociales ainsi que le poste pris sur le crédit spécial de l'intégration handicap, les greffiers-rapporteurs et les greffiers-adjoints totalisent 15,5 EPT, répartis entre 19 personnes (Fribourg : 8,5 EPT, répartis entre 10 personnes; Givisiez: 7 EPT, répartis entre 9 personnes).

### 1.3.3. Equipe informatique

Une secrétaire du Tribunal cantonal, Martine Arm, a continué à collaborer à la codification des modèles nécessaires aux différents organes du Pouvoir judiciaire.

### 1.3.4. Secrétariat

Durant cette année, le secrétariat n'a pas connu de changement dans son effectif, si ce n'est la fin des mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 pour la Cour des assurances sociales, qui correspond au terme des contrats d'Ariane Menoud et Gwendoline Remy au 31 décembre 2012. Cette dernière a en outre bénéficié d'un congé-maternité suite à la naissance de son petit garçon. Son absence a été remplacée par des mesures internes.

Sans compter les cheffes de bureau (1 EPT à Fribourg et 0,7 EPT à Givisiez), les apprentis et les mesures extraordinaires octroyées en 2009 et 2010 à la Cour des assurances sociales, le secrétariat totalise 6,3 EPT, répartis entre 10 personnes (Fribourg : 2,5 EPT répartis sur 4 personnes; Givisiez : 3,8 EPT répartis sur 6 personnes).

### 1.4. Autres activités

Le 20 avril 2012, Anne-Sophie Peyraud a participé à la Conférence annuelle des tribunaux cantonaux des assurances sociales, à Brigue.

Le 24 mai 2012, Christian Pfammatter a reçu une classe de l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg et leur a présenté un exposé sur le droit des marchés publics.

Les 6 et 7 septembre 2012, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Saint-Gall.

Le 4 octobre 2012, les juges de la section administrative du Tribunal cantonal ont accueilli la Conférence des Préfets dans le cadre d'une rencontre qui sera dorénavant régulièrement organisée, afin d'échanger sur leur fonctionnement respectif et d'aborder certains thèmes particuliers.

Le 13 décembre 2012, cette même section a fêté les 20 ans de la juridiction administrative par le biais d'un apéritif officiel qui a eu lieu en ses murs. Cette rencontre a également été l'occasion, d'une part, de remercier toutes les personnes et autorités qui collaborent ou ont collaboré au bon fonctionnement de la justice administrative et, d'autre part, de prendre congé des bâtiments qui ont abrité cette dernière tout au long de ces années.

Le 17 décembre 2012, un groupe d'étudiants en droit de l'Université de Fribourg a assisté à une séance de la Cour d'appel pénal et a par la suite été reçu par le Président de la section pénale, le Juge cantonal Hubert Bugnon, qui a fait une présentation du Tribunal cantonal et de son activité.

#### **Formations suivies par les juges**

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2012 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

#### **Activités scientifiques des juges/greffiers**

Françoise Bastons Bulletti a donné, avec ses collègues Hubert Bugnon et Jérôme Delabays, une conférence sur le thème de la procédure civile lors de la journée de formation de l'OAF le 14 décembre 2012. Elle est aussi chargée de conférences sur la procédure civile pour les avocats-stagiaires fribourgeois. Elle a également donné en octobre 2012 un cours à l'Université de Genève aux avocats membres de la FSA sur le thème de l'entretien de l'enfant, dans le cadre de leur formation pour leur spécialisation FSA en droit de la famille. Enfin, elle a donné un cours dans le cadre de la formation continue organisée par l'Université de Fribourg sur le thème "Enfant et procédure".

Hubert Bugnon a supervisé des travaux auprès de l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel) en matière d'audition des enfants en procédure du droit de la famille. Il a aussi été conférencier pour la procédure civile lors de la Journée de formation de l'OAF.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse a paru au volume 81, p. 13, sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts in den Jahren 2010 und 2011 – Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben)".

Hugo Casanova et Hubert Bugnon sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.



Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a aussi donné un cours sur la procédure préliminaire en matière pénale aux avocats stagiaires.

Josef Hayoz a publié un article dans la Richterzeitung sous le titre "Le Conseil de la magistrature du canton de Fribourg: autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire".

Adrian Urwyler a aussi participé le 19 décembre 2012 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif. Le 12 novembre 2012, il a en outre donné une conférence sur les nouveautés de la LATeC à l'association des notaires fribourgeois.

Johannes Frölicher a donné une conférence bilingue lors de la soirée de bienvenue pour les étudiants en droit de 1<sup>ère</sup> année, qui s'est déroulée le 11 décembre 2012 à l'Université de Fribourg.

\*\*\*\*\*



## **Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2012**

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG und Ihren Schreiben vom 30. November und 4. Dezember 2012 unseren Bericht für das Jahr 2012 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates, unserer vorzüglichen Hochachtung.

15. Februar 2013

Die Chef-Gerichtsschreiber:

Muriel Zingg

Henri Angéloz

Der Präsident:

Christian Pfammatter

\*\*\*\*\*

## **A. Das Kantonsgericht**

### **1. Allgemeiner Teil**

#### **1.1. Allgemeine Bemerkungen**

##### **1.1.1. Verwaltung der Justiz**

Im Laufe des Jahres 2012 sind das Gesamtgericht zu acht und die Verwaltungskommission zu elf Sitzungen zusammengetreten. Mehrere administrative Entscheide sind auf dem Zirkulationsweg gefällt worden.

Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, mit Kompetenzfragen befasst und an verschiedenen Vernehmlassungen beteiligt. Ausserdem haben Delegationen des Kantonsgerichts insbesondere an der Pressekonferenz über die Vorstellung des Jahresberichts des Kantonsgerichts, an einem Zusammentreffen mit Impresum-Fribourg und an der zweiten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz auf nationaler Ebene teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die traditionellen jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Im Rahmen des Projekts der Reorganisation des Kantonsgerichts im Hinblick auf den physischen Zusammenschluss der drei Abteilungen wurde beschlossen, eine Kommission zentrale Dienste – zusammengesetzt aus der Chef-Gerichtsschreiberin und dem Chef-Gerichtsschreiber sowie der Projektleiterin – zu schaffen, die mit administrativen Aufgaben (Budget, Finanzplanung, Personal, Organisation der Prozessschritte und der Entwicklung des Projekts) bis hin zur Ernennung des Generalsekretärs des Kantonsgerichts beauftragt wurde. Dank dieser Kommission konnte ein besserer Informationsfluss an beiden Standorten des Kantonsgerichts und eine bedeutende Verbesserung einer einheitlichen Verwaltung erlangt werden.

Die Arbeiten im Zusammenhang mit dem Umbau des ehemaligen Augustinerklosters sind weiterhin ohne besondere Überraschungen vorangegangen, wobei das Kantonsgericht aktiv an der Baukommission und an der Baustellenunterkommission teilgenommen hat. Am 21. Juni 2012 wurde für die Gesamtheit der Mitarbeitenden eine Baustellenbesichtigung organisiert. In Anbetracht des Vorankommens der Arbeiten ist der Umzug der drei Abteilungen gegenwärtig für den Herbst 2013 vorgesehen.

Während des Jahres 2012 hat das Kantonsgericht ausserdem zwei für seine Tätigkeit wichtige Reglemente ausgearbeitet: das Reglement des Kantonsgerichts vom 21. Juni 2012 über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen (InfoRKG; SGF 17.53), das am 1. September 2012 in Kraft getreten ist und welches die Bestimmungen über die Gerichtsberichterstattung mit umfasst, und das Reglement für das Kantonsgericht vom 22. November 2012, das dessen Organisation und Arbeitsweise präzisiert (RKG; SGF 131.11) und das am 1. Januar 2013 in Kraft getreten ist.

Im Informatikbereich war das letzte Trimester des Jahres geprägt durch den Beginn der Vorbereitung des Übergangs des Kantonsgerichts von Tribuna 2000 (Dossierverwaltungsprogramm) auf Tribuna V3. Unter der Führung des Leitungsausschusses (COFIL), der von der Projektchefin Isabelle Emmenegger präsidiert wurde und dem die Chef-Gerichtsschreiberin Muriel Zingg und der Chef-Gerichtsschreiber Henri Angéloz angehören, wurden Projektausschüsse (COPRO), zusammengesetzt aus Mitarbeitenden des Kantonsgerichts (Bürochefs, Buchhaltungssekretärinnen, Gerichtsschreiber) gebildet, um die im März 2013 stattfindende Datenübertragung vorzubereiten.

Nach der Demissionierung der Projektleiterin auf den 31. Oktober 2012 wurde beschlossen, unverzüglich den Posten eines Generalsekretärs des Kantonsgerichts auszuscheiden. Für die Ausübung dieser Funktion wurde in einem Auswahlverfahren Frédéric Oberson gewählt, der seine Tätigkeit am 3. Januar 2013 aufgenommen hat.

Ende 2012 wurde ausserdem das System der Beisitzer am Steuergerichtshof und am Sozialversicherungsgerichtshof aufgehoben. In der Tat tagen diese Höfe seit dem 1. Januar 2013 ebenfalls mit drei Berufsrichter. Dies hat demnach eine bedeutende Reorganisation innerhalb der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts zur Folge; namentlich musste ein zweiter Sozialversicherungsgerichtshof geschaffen werden; auch bedeutet dies eine zusätzliche Arbeitslast für alle Richter dieser Abteilung.

Schliesslich sind auch die ausserordentlichen Massnahmen, die dem Sozialversicherungsgerichtshof 2009 und 2010 zuteil geworden waren, am 31. Dezember 2012 zu Ende gegangen, was namentlich die Nichtweiterführung

der Verträge von vier Gerichtsschreiber-Berichterstattem zur Folge hatte. Wenn auch zu bemerken ist, dass dank dieser befristeten Massnahmen ein guter Teil des Rückstandes in den Angelegenheiten dieses Hofes behoben wurde, so bleibt die Situation in Anbetracht der grossen ordentlichen Arbeitslast und der Zunahme der 2011 und 2012 anhängig gemachten Fälle dennoch Besorgnis erregend. Es ist zu befürchten, dass selbst unter dieser neuen Organisation die Erledigungskapazität der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe nicht ausreichend ist.

### 1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts ist 2012 sehr hoch geblieben. Alle drei Abteilungen hatte eine Zunahme der Zahl der eingetragenen Fälle zu verzeichnen (+ 10 Dossiers [+ 0,85 %] für die Zivilrechtliche Abteilung, + 24 Dossiers [+ 6,4 %] für die Strafrechtliche Abteilung und + 138 Dossiers [+ 12,7 %] für die Verwaltungsrechtliche Abteilung), wobei daran zu erinnern ist, dass die Zivilrechtliche Abteilung sich 2011 einer wahrhaften Explosion von Beschwerden (+ 52 %) gegenübergestellt sah.

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 bis 1.2.13 weiter unten verwiesen.

## 1.2. Gerichtstätigkeit

### 1.2.1. Allgemeines

#### 1.2.1.1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

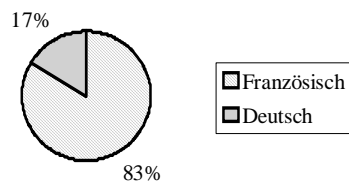
##### KANTONSGERICHT

| Allgemeine Statistik                       | 2012  | 2011  | 2010 |
|--|-------|-------|------|
| a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten    | 1343* | 1364  | 1458 |
| b) eingetragene Angelegenheiten            | 2812  | 2650  | 3489 |
| c) erledigte Angelegenheiten               | 2968  | 2670  | 3583 |
| d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten | 1209  | 1344* | 1364 |

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

#### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2454 Urteile in französischer und 492 in deutscher Sprache gefällt, dies ohne die 22 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich zu zählen, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.



##### ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

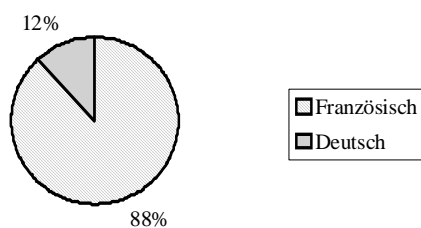
| Allgemeine Statistik                       | 2012 | 2011 | 2010 |
|--|------|------|------|
| a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten    | 229  | 129* | 117  |
| b) eingetragene Angelegenheiten            | 1186 | 1176 | 774  |
| c) erledigte Angelegenheiten               | 1214 | 1076 | 761  |
| d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten | 201  | 229  | 130* |

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.10 und dem 01.01.11 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten in der **Zivilrechtlichen Abteilung** ist im Verhältnis zu 2011, in welchem Jahr eine bedeutende Zunahme zu verzeichnen war, stabil geblieben.

### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 1069 Urteile in französischer und 145 in deutscher Sprache gefällt.



## STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

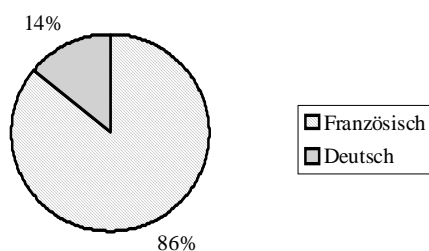
| Allgemeine Statistik                       | 2012 | 2011 | 2010 |
|--|------|------|------|
| a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten    | 129* | 108  | 131  |
| b) eingetragene Angelegenheiten            | 400  | 376  | 1437 |
| c) erledigte Angelegenheiten               | 384  | 354  | 1460 |
| d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten | 145  | 130* | 108  |

\*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.11 und dem 01.01.12 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Während die Zahl der beim Strafappellationshof eingetragenen Fälle stabil ist, musste die Strafkammer eine Zunahme von 13 % der bei ihr im Rodel eingetragenen Angelegenheiten verzeichnen, was für die **Strafrechtliche Abteilung** im Verhältnis zu 2011 eine globale Zunahme von 6 % der Angelegenheiten ergibt. (Näheres hierzu unter Bemerkungen ad 1.2.7 und 1.2.8 weiter unten).

### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 330 Urteile in französischer und 54 in deutscher Sprache gefällt.



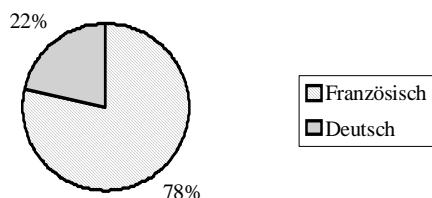
## VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

| Allgemeine Statistik                       | 2012 | 2011  | 2010  |
|--|------|-------|-------|
| a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten    | 984  | 1127* | 1206* |
| b) eingetragene Angelegenheiten            | 1226 | 1088  | 1267  |
| c) erledigte Angelegenheiten               | 1348 | 1231  | 1347  |
| d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten | 862  | 984   | 1126* |

\* Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12. und dem 01.01. erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschrieben wurden.

### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 1055 Urteile in französischer und 293 in deutscher Sprache gefällt.



Die Zahl der 2012 bei der **Verwaltungsrechtlichen Abteilung** eingetragenen Angelegenheiten ist um 138 Dossiers (+ 12,5 %) gestiegen. Der II. Hof hat die grösste Zunahme zu verzeichnen (+ 34 Dossiers oder + 29,5 %). Auch beim Sozialversicherungsgerichtshof und beim III. Hof ist ein bedeutender Anstieg der Fälle zu verzeichnen (beim ersten + 62 Angelegenheiten oder + 14,5 % und + 32 Angelegenheiten oder + 15 % beim zweiten). Der Steuergerichtshof seinerseits verzeichnete eine Zunahme von 14 Dossiers (+ 8,5 %). Hingegen ergab sich ein leichter Rückgang der Angelegenheiten beim I. Hof (- 4 Dossiers oder - 2,5 %).

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnet der Sozialversicherungsgerichtshof 1036 Dossiers, was 46,9 % der 2012 insgesamt bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hängigen Angelegenheiten entspricht (hängige Dossiers per 1. Januar 2012 [544, wovon 14 Sozialhilfeangelegenheiten] und neu eingetragene Angelegenheiten [492, wovon 45 Sozialhilfeangelegenheiten] zusammen). Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 14,3 % der Eintragungen (134 hängige Dossiers und 183 neue Angelegenheiten), der III. Verwaltungsgerichtshof 16 % (111 hängige Dossiers und 242 neue Angelegenheiten) und der I. Verwaltungsgerichtshof 12% (106 hängige Dossiers und 159 neue Angelegenheiten). Die restlichen 10,8 % sind dem II. Verwaltungsgerichtshof zugeteilt (89 hängige Dossiers und 150 neue Angelegenheiten).

Hervorzuheben ist, dass die Anzahl insgesamt erledigter Angelegenheiten in dieser Abteilung gegenüber dem Vorjahr gestiegen ist (+ 117 Dossiers). Die Zahl der erledigten Angelegenheiten war höher als die der neu eingetragenen Fälle, was zu einem Rückgang von 122 Dossiers für die hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2012 gegenüber jenen des Vorjahrs per 31. Dezember 2011 geführt hat.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

### 1.2.1.2. Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

|                                      | 1 bis 30 Tage | 1 bis 3 Monate | 3 bis 6 Monate | 6 bis 12 Monate | 1 bis 2 Jahre | Mehr als 2 Jahre |
|--------------------------------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|------------------|
| I. Zivilappellationshof              | 132           | 99             | 87             | 51              | 13            | 3                |
| II. Zivilappellationshof             | 66            | 171            | 69             | 27              | 10            | 1                |
| Schuldbetreibungs- und Konkurskammer | 146           | 34             | 3              | 0               | 0             | 0                |
| Strafappellationshof                 | 40            | 35             | 24             | 38              | 27            | 0                |
| Strafkammer                          | 79            | 85             | 29             | 14              | 0             | 0                |
| I. Verwaltungsgerichtshof            | 34            | 41             | 34             | 39              | 18            | 8                |
| II. Verwaltungsgerichtshof           | 28            | 29             | 12             | 49              | 26            | 4                |
| III. Verwaltungsgerichtshof          | 54            | 107            | 32             | 26              | 32            | 13               |
| Steuergerichtshof                    | 7             | 60             | 17             | 39              | 59            | 4                |
| Sozialversicherungsgerichtshof       | 56            | 91             | 63             | 45              | 164           | 157              |

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die hohe Zahl von 157 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren beim Sozialversicherungsgerichtshof erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieses Hofes. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass diese Zahl gegenüber 2011 (257 Fälle) stark gesunken ist. Ausserdem darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

Schliesslich ist auch wichtig zu betonen, dass, auch wenn der Grosse Rat für die Zuteilung genügender Mittel verantwortlich ist und das Gerichtswesen das Beste aus den ihm gewährten Mitteln macht, es für das Kantonsgericht doch schwer verständlich ist, dass trotz klar ausgewiesener Bedürfnisse seine Budgetbegehren nicht gehört werden. Das Kantonsgericht wird seine Anträge daher auch dieses Jahr wieder stellen.

### 1.2.1.3. Unmittelbare und delegierte Aufsicht

#### Delegierte jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Bezirksgerichte des Glane-, des Broye-, des See- und des Vivisbachbezirks sowie vier Richter und den Chef-Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Saanebezirks, einen Teil der Staatsanwaltschaft (zehn Staatsanwälte), das Jugendstrafgericht, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität und jene für Bodenverbesserungen, des Weiteren die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung, die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben, die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saane-, des Sense- und des Seebezirks sowie des Greyerz-, des Glane-, des Broye- und des Vivisbachbezirks inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt, die sieben Betreibungsämter, die sieben Oberämter, die Friedensgerichte des Saane-, des Glane-



und des Seebezirks sowie die Vormundschaftskammern des Saane-, des Greyerz- und des Sensebezirks inspiziert.

#### Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Die nachfolgende Berichterstattung gilt als Bericht an den Grossen Rat im Sinn von Art. 10 Abs. 3 GOV.

Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung inspiziert, über welche sie bis Ende 2012 die Oberaufsicht ausgeübt hat (Art. 7 aGOV).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben ihrerseits die Friedensgerichte ihres Bezirks inspiziert. Es wurde namentlich auf die hohe Arbeitslast hingewiesen, die sich aus der Anpassung der gegenwärtigen Massnahmen an das neue Recht ergeben wird. Die Präsidenten der Vormundschaftskammer des Saanebezirks machen auch auf die ständige Arbeitsüberlastung des Friedensgerichts dieses Kreises und des Jugendamts aufmerksam. Was hauptsächlich Fälle betrifft, in denen der Kinderschutz auf dem Spiel steht, ist die Situation gemäss ihren Angaben alarmierend, ohne dass dabei die neuen Kompetenzen berücksichtigt werden, die den Friedensgerichten zufallen werden. Diese Richter empfehlen, dass die Aufsichtsbehörde den zuständigen Instanzen melden, dass die Situation sehr nahe an der kritischen Grenze liegt.

Die Mitglieder und die Gerichtsschreiber der Friedensgerichte haben die von der Konferenz der Kantone für Kindes- und Erwachsenenschutz (KOKES) organisierte Ausbildung absolviert.

#### a) Fürsorgerische Freiheitsentziehung

In diesem Bereich wurden im Jahr 2012 453 Entscheide gefällt und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mitgeteilt. Diese war ihrerseits mit 53 Gesuchen um gerichtliche Beurteilung befasst.

Die Aufsichtskommission hat die Friedensgerichte in deren Eigenschaft als Einweisungsbehörden inspiziert.

Sie hat Ende Jahr die hängigen Dossiers der gerichtlichen Beurteilungen an die Friedensgerichte übermittelt, die nach dem neuen Recht für die Kontrolle der von Ärzten angeordneten Unterbringungen verantwortlich sind.

Einige Friedensgerichte haben betont, dass Ärzte ihnen ihre Einweisungsentscheide nicht mitteilten.

b) Andere vormundschaftliche Massnahmen

Aufstellung der 2012 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen

| <b>A. Erwachsene</b>  |                   |        |        | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |        |
|---|-------------------|--------|--------|--------------------------|----------|--------|
|   |                   |        |        | Weiblich                 | Männlich | Gesamt |
| Entmündigung  | Art. 369          |        |        | 20                       | 13       | 33     |
| Entmündigung  | Art. 370          |        |        | 3                        | 2        | 5      |
| Entmündigung  | Art. 371          |        |        | 0                        | 0        | 0      |
| Entmündigung  | Art. 372          |        |        | 7                        | 25       | 32     |
| Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (die entsprechenden Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst) |                   | weibl. | männl. | /                        |          |        |
|   |                   |        | gesamt |                          |          |        |
|   |                   | 13     | 8      |                          |          |        |
| Beistandschaft  | Art. 392          |        |        | 26                       | 34       | 60     |
| Beistandschaft  | Art. 393          |        |        | 5                        | 5        | 10     |
| Beistandschaft  | Art. 392/393      |        |        | 40                       | 43       | 83     |
| Beistandschaft  | Art. 394          |        |        | 125                      | 178      | 303    |
| Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)  | Art. 395          |        |        | 0                        | 3        | 3      |
| <b>B. Kinder</b>  |                   |        |        | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |        |
| Geeignete Massnahmen (ohne 308-312)   | Art. 307          |        |        | 34                       | 37       | 71     |
| Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 et 312)  | Art. 308          |        |        | 151                      | 174      | 325    |
| Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne Art. 308)  | Art. 309          |        |        | 19                       | 14       | 33     |
| Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)   | Art. 310          |        |        | 46                       | 51       | 97     |
| Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art.308)   | Art. 311/312      |        |        | 0                        | 3        | 3      |
| Periodische Rechnungs- und Berichterstattung  | Art. 318 III      |        |        | 65                       | 48       | 113    |
| Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens   | Art. 324          |        |        | 0                        | 0        | 0      |
| Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens   | Art. 325          |        |        | 3                        | 2        | 5      |
| Vormundschaft für Umündige  | Art. 368          |        |        | 10                       | 13       | 23     |
| Vertretungsbeistandschaft für Unmündige   | Art. 392          |        |        | 43                       | 48       | 91     |
| Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden  | Art. 298a/134 III |        |        | 170                      | 177      | 347    |

Anzahl der Personen, die Ende 2012 im Kanton von in Kraft stehenden vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren.

| <b>A. Erwachsene</b>   |              |        |        | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |        |
|--|--------------|--------|--------|--------------------------|----------|--------|
|  |              |        |        | Weiblich                 | Männlich | Gesamt |
| Entmündigung   | Art. 369     |        |        | 324                      | 377      | 701    |
| Entmündigung   | Art. 370     |        |        | 29                       | 79       | 108    |
| Entmündigung   | Art. 371     |        |        | 0                        | 0        | 0      |
| Entmündigung   | Art. 372     |        |        | 386                      | 576      | 962    |
| Davon Unterstellung unter elterliche Sorge nach Art. 385 III ZGB (entsprechende Entmündigungen sind unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst) |              | weibl. | männl. | /                        |          |        |
|  |              |        | gesamt |                          |          |        |
|  |              | 160    | 183    |                          |          |        |
| Beistandschaft   | Art. 392     |        |        | 102                      | 71       | 173    |
| Beistandschaft   | Art. 393     |        |        | 115                      | 98       | 213    |
| Beistandschaft   | Art. 392/393 |        |        | 115                      | 97       | 212    |
| Beistandschaft   | Art. 394     |        |        | 1079                     | 1183     | 2262   |
| Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)   | Art. 395     |        |        | 148                      | 233      | 381    |
| <b>B. Kinder</b>   |              |        |        | <b>1.1. - 31.12.2012</b> |          |        |
| Geeignete Massnahmen (ohne Art. 308-312)   | Art. 307     |        |        | 83                       | 114      | 197    |
| Erziehungsbeistandschaften (ohne Art. 309 und 312)   | Art. 308     |        |        | 713                      | 877      | 1590   |
| Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)  | Art. 309     |        |        | 61                       | 51       | 112    |
| Aufhebung elterliche Obhut (mit oder ohne Art. 308)  | Art. 310     |        |        | 81                       | 115      | 196    |
| Entziehung elterliche Sorge (mit oder ohne Art. 308)   | Art. 311/312 |        |        | 13                       | 19       | 32     |
| Periodische Rechnungs- und Berichterstattung   | Art. 318 III |        |        | 16                       | 9        | 25     |
| Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens  | Art. 324     |        |        | 1                        | 0        | 1      |
| Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens  | Art. 325     |        |        | 15                       | 10       | 25     |
| Vormundschaft für Unmündige  | Art. 368     |        |        | 77                       | 105      | 182    |
| Vertretungsbeistandschaft für Unmündige  | Art. 392     |        |        | 90                       | 84       | 174    |

### 1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie gekannten Zunahmen der Jahre 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, hat die Anzahl sich auf diesem hohen Niveau stabilisiert, mit einer leichten erneuten Zunahme (371 oder + 5%). Die im Bericht 2011 angekündigte starke Beanspruchung des neuen Bestandes an Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber ist denn auch tatsächlich eingetreten. Unterstützt durch den ausserordentlichen Einsatz der Mitglieder des Hofes konnte die Zahl der Dossiers per 31. Dezember auf unter 100 reduziert werden, wobei gleichzeitig ein Prozentsatz von über 80% für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten beibehalten werden konnte.

Die den familienrechtlichen Angelegenheiten eingeräumte Priorität, insbesondere, wenn Kinder betroffen waren, wurde beibehalten. Dies geschah leider erneut auf Kosten der umfangreichen Angelegenheiten; was die ältesten Dossiers betrifft, ist deren Zahl von 8 auf 12 gestiegen.

### 1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Beschwerden und Berufungen im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrecht (~ 15%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 60%), der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren, für welche eine einzige kantonale Instanz vorgesehen ist.

In diesen Rechtsgebieten sind die Parteien besonders auf einen raschen Entscheid angewiesen und der II. Appellationshof ist bemüht, diesem Bedürfnis nachzukommen. Im vergangenen Jahr wurden 70% der Angelegenheiten binnen 3 Monaten entschieden, 90 % innerhalb von 6 Monaten.

Auch der II. Zivilappellationshof steht in einem klassischen Interessenkonflikt. Quantität, Qualität und der Faktor Zeit lassen sich nicht beliebig optimieren. In den vergangenen fünf Jahren hat sich die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten mehr als verdoppelt (von 155 auf aktuell 335, mithin eine Zunahme von 116%, also durchschnittlich 23,2% pro Jahr). Die Aussagekraft und Interpretation solcher Statistiken mag beschränkt sein, doch kann jedermann erkennen, dass die Zunahme ausserordentlich ist. Ebenso, dass darunter entweder der Erledigungsrhythmus oder die Qualität der Entscheide leidet. Trotz allem hat der II. Appellationshof versucht, den Erledigungsrhythmus beizubehalten.

### 1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Im Kanton werden gegenwärtig nahezu 40 % der Betreibungsbegehren auf elektronischem Weg behandelt.

### 1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.6. Vormundschaftskammer (seit dem 1. Januar 2013 Kindes- und Erwachsenenschutzhof)

Die Geschäftsführung des Hofes im Jahr 2012 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Am 1. Januar 2013 ist das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht in Kraft getreten. Ab diesem Datum ist das Kantonsgericht die einzige kantonale Beschwerdebehörde bei Anfechtung von Entscheiden der Schutzbehörden, wurden doch die Vormundschaftskammern der Bezirke ebenso wie die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung aufgehoben. Ausserdem müssen ihm die bei den Vormundschaftskammern der Bezirke per 31. Dezember 2012 noch hängigen Dossiers von Amtes wegen übertragen werden. Zudem wird der Hof sich im Rahmen von Beschwerden gegen fürsorgerische Unterbringungen für die Anhörung der eingewiesenen Personen notgedrungen auf den Platz begeben müssen. Diese neue Organisation wird ohne Zweifel eine starke Beschäftigungszunahme für den Hof zur Folge haben, wobei noch zu präzisieren ist, dass die ihm unterbreiteten Angelegenheiten sehr oft eine rasche Behandlung der Dossiers erfordert.

### 1.2.7. Strafappellationshof

Die 2011 festgestellte starke Zunahme (82 % zusätzliche Angelegenheiten) hält weiter an; die Zahl der neu eingetragenen Angelegenheiten ist gleich hoch wie 2011 (2012: 164; 2011: 164; 2010: 90). Trotz der stetigen Zunahme der gefällten Entscheide (über 30 % im Jahr 2011; 164 im Jahr 2012; 125 im Jahr 2011; 88 im Jahr 2010), wovon nahezu ein Viertel im Anschluss an öffentliche Verhandlungen, bleibt die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten auf sehr hohem Niveau (96 per 31. Dezember 2012; 97 im Jahr 2011), was 58 % der gesamten neuen Angelegenheiten entspricht. Aufgrund der zahlreichen Handlungen im Laufe des Prozesses, welche die neue Strafprozessordnung erfordert, sowie der herabgesetzten Anforderungen an die Begründungspflicht bei Berufungen, welche die Richter dazu zwingt, nochmals das gesamte Dossier zu prüfen, erfordert zwingend die Mitarbeit der effizienten und kompetenten Gerichtsschreiber, auf die der

Strafappellationshof heute zählen kann, wenn die Angelegenheiten weiterhin innert einer vernünftigen Frist und mit gleichbleibender Qualität der Urteile erledigt werden sollen.

### 1.2.8. Strafkammer

Auch wenn die Zunahme der Angelegenheiten um 13 % als durchschnittlich bezeichnet werden kann, ist dennoch die Arbeitslast der der Strafkammer zugeteilten Richter stark angestiegen. In der Tat werden die Angelegenheiten seit 2012 von drei Richtern behandelt, also mit 3 Vollzeitstellen statt der 3,5 Vollzeitstellen zuvor. Ausserdem behandeln diese drei Richter auch die im Rodel des Strafappellationshofs eingetragenen Revisionsgesuche.

### 1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2012 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2012 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2012 gibt hinsichtlich der Art der Angelegenheiten zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Der Wille, dem Sozialversicherungsgerichtshof einen der französischsprachigen Richter des III. Hofes teilzeitlich zur Verfügung zu stellen, um Rückstände nicht weiter anwachsen zu lassen, hat die Aufgabe der übrigen Richter erschwert. Zu dieser Schwierigkeit kommt eine ernsthafte Zunahme von neuen Angelegenheiten hinzu. In der Tat sind es 242 neue Fälle im Jahr 2012 gegenüber 210 im Jahr 2011 sowie im Bereich der Sozialhilfe 45 neue Angelegenheiten im Jahr 2012 gegenüber 30 im Jahr 2011, Angelegenheiten, die seit 2011 im Rodel des Sozialversicherungsgerichtshofs eingetragen sind.

### 1.2.12. Steuergerichtshof

Das markante Ereignis dieses Jahres bestand ohne jeglichen Zweifel in der Abschaffung des Systems der spezialisierten Beisitzer per Ende Dezember (siehe Ziffer 1.3.1. weiter unten). Im Übrigen gibt die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2012 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.13. Sozialversicherungsgerichtshof

Während des Jahres 2012 hat der Sozialversicherungsgerichtshof seine Anstrengungen unablässig fortgesetzt, was ihm erlaubt hat, dank der Mitwirkung aller Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Hofes die Gesamtzahl der hängigen Angelegenheiten gegenüber Anfang Jahr um rund 88 Dossiers zu reduzieren, dies bei einer leichten Zunahme der Zahl der erledigten Angelegenheiten und vor allem trotz des stetigen Anwachsens der Neueingänge. Den Ersatzrichtern, welche selber Urteilsentwürfe redigiert haben, jenen, die mit Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen bzw. Gerichtsschreiber-Berichterstatter gearbeitet haben sowie den Richtern Jérôme Delabays und Johannes Frölicher – welche weiterhin, der erste während drei Monaten und der zweite während des ganzen Jahres mit der Unterstützung ihrer Kollegen beim Hof mitgearbeitet haben – sei herzlichst gedankt, sind diese erfreulichen Ergebnisse doch auch ihnen zu verdanken.

Der Restbestand der hängigen Angelegenheiten per Ende Dezember 2012 bewegt sich somit endlich in vernünftigerer Grössenordnung. Jedoch sind die zunächst 2009 für die ordentliche Last des Hofes, danach jene diesmal für die Eindämmung des Rückstands in der Erledigung der Angelegenheiten gewährten ausserordentlichen Massnahmen am 31. Dezember 2012 alle zu Ende gegangen, ohne dass an Ihren Platz ordentliche Stellen getreten sind, die erforderlich wären, um die Alltagsarbeit des Hofes zu bewältigen; hinzu kommt, dass der Hof auch nicht mehr auf die Mitarbeit seiner Beisitzer zählen kann, deren Mandat definitiv abgelaufen ist (vgl. 1.3.1. weiter unten), was einen weiteren Verlust bedeutet, der ohne Kompensation bleibt. Das

Jahr 2013, mit einer stets wachsenden Zahl an neuen Angelegenheiten und zugleich markanter Reduktion der Anzahl Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, kündigt sich somit nicht unter einem guten Stern an.

### **1.3. Personal**

#### **1.3.1. Richter**

In Inanspruchnahme seines Rechts auf Altersrücktritt hat Richter Georges Chanez das Kantonsgericht am 30. Juni 2012 verlassen. Geboren wurde er 1950 in Estavayer-le-Lac. Georges Chanez erwarb im Jahr 1974 das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg und sein Anwaltspatent drei Jahre später. Er trat 1976 als Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts der Broye in den Dienst des Gerichtswesens und wurde 1984 zum Präsidenten dieses Gerichts gewählt. Dieses Amt übte er aus bis zu seiner Wahl als Kantonsrichter durch den Grossen Rat im Dezember 2011, als Ersatz für Fabienne Hohl. Er trat sein Amt im Februar 2002 an.

Dem Kantonsgericht wird Georges Chanez in Erinnerung bleiben als ein Richter, dessen Meinung zählte und dessen gesunder Menschenverstand hervorstach; seine hervorragenden juristischen Kompetenzen waren stets geprägt von seiner humanen Einstellung. Das Kantonsgericht wünscht ihm einen langen und geruhsamen Ruhestand, den er nach 35 Jahren im Dienste der Justiz hoch verdient hat.

Der Grosse Rat hat Georges Chanez als Ersatzrichter gewählt.

In seiner Session vom 20. März 2012 hat der Grosse Rat Catherine Overney, Anwältin, seit 1986 Gerichtsschreiberin beim Kantonsgericht gewählt, um Georges Chanez zu ersetzen.

Richter Alexandre Papaux hat nach 20 Jahren im Dienste des Kantonsgerichts seine Demission für den 30. September 2012 eingereicht. Er wurde 1958 in Pully geboren. 1983 erwarb das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg, sein Anwaltspatent 1987. Er war anschliessend als Anwalt tätig, bevor er am 10. Dezember 1992 als Ersatz von Jacques Curty als Kantonsrichter gewählt wurde. Er trat sein Amt im Januar 1993 an.

Als Spezialist im Sprachenrecht hat er 2011 seine Doktorarbeit mit dem Titel "La langue de la justice civile et pénale en droit suisse et comparé" verteidigt.

Die grosse Erfahrung von Alexandre Papaux und sein Rechtssinn sind in den Urteilen in Strafsachen, für die er eine Vorliebe hatte, ganz besonders geschätzt worden. Alexandre Papaux hat mit seinen Kollegen und Mitarbeitern, die er motivieren konnte, einen guten Austausch gepflegt.

Das Kantonsgericht wünscht ihm viel Freude in seinen neuen Tätigkeiten.

In seiner Session vom 12. Juni 2012 hat der Grosse Rat als Ersatz von Alexandre Papaux Michel Favre, Anwalt, Staatsanwalt bei der Staatsanwaltschaft des Kantons Freiburg, gewählt.

Bei den nebenberuflichen Tätigkeiten der Richter ergeben sich wenig Änderungen. Françoise Bastons Bulletti ist Mitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen, Mitglied des Vorstandes der Paar- und Familienberatung Freiburg sowie der Europäischen Richtervereinigung für Mediation (GEMME). Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Josef Hayoz ist Präsident des Justizrats und stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6. Des Weiteren ist er Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, Mitglied der Anwaltskommission und Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der

Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungscommission, Kreis 2.

Der Grosse Rat hat Georges Chanez, Dina Beti und Pascal Richard für eine unbestimmte Dauer sowie Marc Boivin für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2012 zu Ersatzrichtern gewählt.

Das Mandat der Beisitzer des Steuergerichtshofs, nämlich von Michael Hank, Berthold Buchs, Albert Nussbaumer und Jean-Marc Vionnet, sowie der Ersatzbeisitzer Hans Brügger, Ernst Flammer und Louis-Marc Perroud, und das Mandat der Beisitzer des Sozialversicherungsgerichtshofs, nämlich von Jean-Marc Kuhn und Lorenz Fivian, sowie der Ersatzbeisitzer Christian Grandjean und Bruno Boschung, ist per 31. Dezember definitiv beendet. In ihrer Eigenschaft als Spezialisten haben sie zur Qualität der Rechtsprechung dieser Höfe beigetragen, indem sie insbesondere ihre sachbezogene praktische Erfahrung eingebracht haben. Sie verdienen Anerkennung und Dank für die enorme Arbeit, die sie geleistet haben, und für ihre effiziente und angenehme Mitarbeit, welche das Bild der Justiz in unserem Kanton stark mitgeprägt hat.

### 1.3.2. Gerichtsschreiberei

Das Jahr 2012 war geprägt vom Weggang der Chef-Gerichtsschreiberin der Verwaltungsrechtlichen Abteilung, Marjorie Jaquet a Marca, welche ihre Demission per 31. August 2012 eingereicht hat. Nach 11 Jahren intensiver Tätigkeit zunächst als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof des ehemaligen Verwaltungsgerichts und ab 1. April 2006 als Chef-Gerichtsschreiberin dieses Gerichts, das 2008 zur Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts wurde, hat sie beschlossen, sich einer neuen beruflichen Herausforderung zu stellen. Sie war zur Sektionschefin der Invalidenversicherungsstelle des Kantons Freiburg gewählt worden. Das Kantonsgericht wünscht ihr viel Erfolg in dieser neuen Tätigkeit.

Marjorie Jaquet a Marca wurde ab dem 1. September 2012 durch Muriel Zingg ersetzt, die bis dahin als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof tätig war.

In den Zivilrechtlichen und Strafrechtlichen Abteilungen sind folgende Änderungen eingetreten: Es wurden zwei neue Gerichtsschreiberinnen angestellt, Marlène Collaud und Séverine Zehnder; erstere wurde nach ihrer Demission durch Catherine Faller ersetzt. Laetitia Crétin wurde ihrerseits als Ersatz für Catherine Python Werro, Richard-Xavier Posse für Catherine Overney, die als Kantonsrichterin gewählt wurde, und Cornelia Thalmann El Bachary als Ersatz für Michel Pellascio, teilzeitlich als Gerichtsschreiber-Berichterstatter tätig, angestellt.

Auch bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung sind mehrere Änderungen beim Bestand der Gerichtsschreiber-Berichterstatter eingetreten. Nach der Demission von Karim Armand Hichri wurde Rosario Sanchez ab dem 1. März 2012 befristet bis zum 31. Dezember 2012 angestellt. Nach dem Weggang von Mélanie Maillard Russier und der Ernennung von Muriel Zingg zur Chef-Gerichtsschreiberin der Verwaltungsrechtlichen Abteilung als Ersatz von Marjorie Jaquet a Marca wurden als deren Ersatz Alexandre Vial unbefristet und Carine Sottas befristet angestellt. Ihre Verträge waren im Rahmen der dem Sozialversicherungsgerichtshof gewährten ausserordentlichen Massnahmen bis zum 31. Dezember 2012 befristet; ersetzt wurden sie durch Evelyne Horisberger als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin und Jennifer Tapia als Gerichtsschreiber-Adjunktin. Schliesslich hat Yann Hoffmann, der dank eines Spezialkredits der *Integration Handicap* zur Unterstützung des Kantonsrichters Johannes Frölicher angestellt worden war, auf eine Verlängerung seines bis 31. Dezember 2012 befristeten Vertrages verzichtet. Er ist ab dem 1. Februar 2013 durch Vanessa Thalmann ersetzt worden.

Elsa Dordi, Florine Kueng, Souheyla Hemma, Vincent Binetti, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Olivia Lei und Alain Monnerat haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert.

Im Rahmen ihrer Universitätsausbildung sind ausserdem zwei Jus-Studenten während mehreren Wochen in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung aufgenommen worden.

Die Chef-Gerichtsschreiber (1 Stelleneinheit in Freiburg und 1 Stelleneinheit in Givisiez) und die dem Sozialversicherungsgerichtshof 2009 und 2010 gewährten ausserordentlichen Massnahmen sowie die auf einem Spezialkredit von Integration Handicap beruhende Stelle nicht mitgerechnet, entfallen auf die Gerichtsschreiber-Berichterstatter und die Gerichtsschreiber-Adjunkten insgesamt 15,5 Stelleneinheiten, die auf 19 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 8,5 Stelleneinheiten, verteilt auf 10 Personen; Givisiez: 7 Stelleneinheiten, verteilt auf 9 Personen).

### 1.3.3. Informatikabteilung

Eine Sekretärin des Kantonsgerichts, Martine Arm, wirkte weiterhin an der Kodifizierung von Modellen mit, die für die verschiedenen Organe des Gerichtswesens notwendig sind.

### 1.3.4. Sekretariat

Während dieses Jahres sind für den Bestand des Sekretariats keine Änderungen zu verzeichnen, es sei denn die Aufhebung der dem Sozialversicherungsgerichtshof 2009 und 2010 gewährten ausserordentlichen Massnahmen, was das Ende der Verträge für Ariane Menoud und Gwendoline Remy per 31. Dezember 2012 bedeutete. Letztere hat zudem nach der Geburt ihres Sohnes Mutterschaftsurlaub bezogen. Ihre Abwesenheit wurde intern kompensiert.

Die Bürochefinnen (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheit in Givisiez), die Lernenden und die 2009 und 2010 dem Sozialversicherungsgerichtshof gewährten ausserordentlichen Massnahmen nicht mitgerechnet, verfügt das Sekretariat über 6,3 Stelleneinheiten, die auf 10 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 2,5 Stelleneinheiten, verteilt auf 4 Personen; Givisiez: 3,8 Stelleneinheiten, verteilt auf 6 Personen).

## 1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 20. April 2012 hat Anne-Sophie Peyraud an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen in Brig teilgenommen.

Am 24. Mai 2012 hat Christian Pfammatter eine Klasse der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg empfangen und ein Referat über das öffentliche Beschaffungsrecht gehalten.

Am 6. und 7. September 2012 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in St. Gallen teilgenommen.

Am 4. Oktober 2012 haben die Richter der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts die Konferenz der Oberamtswärter empfangen. Dies geschah im Rahmen einer Zusammenkunft, die nunmehr regelmässig stattfinden soll und die einen Austausch über die jeweilige Arbeitsweise sowie die Besprechung gewisser besonderer Themen erlauben soll.

Am 13. Dezember 2012 hat dieselbe Abteilung mit einem offiziellen Apéro am Standort ihrer Büros das 20-jährige Bestehen der Verwaltungsgerichtsbarkeit gefeiert. Dieses Treffen war ebenso Anlass, einerseits allen Personen und Behörden, die am guten Funktionieren der Verwaltungsjustiz mitwirken oder mitgewirkt haben zu danken, und andererseits, von den Gebäuden Abschied zu nehmen, in denen diese Gerichtsabteilung über all die Jahre untergebracht war.

Am 17. Dezember 2012 war eine Gruppe von Studierenden der Rechtswissenschaften der Universität Freiburg an einer Sitzung des Straffappellationshofs anwesend; sie ist anschliessend vom Präsidenten der Strafrechtlichen Abteilung, Hubert Bugnon, empfangen worden, welcher den Studierenden das Kantonsgericht und seine Tätigkeit vorstellte.

### **Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen**

Die von den Richtern im Jahr 2012 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

### **Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber**

Françoise Bastons Bulletti hat zusammen mit ihren Kollegen Hubert Bugnon und Jérôme Delabays anlässlich des Weiterbildungstages des FAV am 14. Dezember 2012 einen Vortrag zum Thema Zivilprozessrecht gehalten. Sie ist auch mit Vorträgen in Zivilprozessrecht für die freiburgischen Anwaltspraktikanten beauftragt. Ebenfalls hat sie im Oktober 2012 an der Universität Genf für Anwälte, die Mitglied des SAV sind, im Rahmen derer Fachausbildung SAV in Familienrecht einen Kurs zum Thema Unterhalt des Kindes abgehalten. Schliesslich hat



sie im Rahmen der von der Universität Freiburg zum Thema "Kind und Verfahren" organisierten Weiterbildung einen Vortrag gehalten.

Hubert Bugnon hat die Arbeiten an der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) im Bereich der Anhörung von Kindern in Familienrechtsverfahren beaufsichtigt. Ebenfalls hat er anlässlich der Weiterbildungstagung des FAV einen Vortrag in Zivilprozessrecht gehalten.

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts über die kantonalen Abgaben für die Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" zusammengefasst und gewürdigt. Seine Analyse erschien in Band 81, S. 13, unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts in den Jahren 2010 und 2011 – Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben)".

Hugo Casanova und Hubert Bugnon sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat des Weiteren für die Anwaltspraktikanten einen Kurs zum Thema Vorverfahren im Strafrecht erteilt.

Josef Hayoz hat in der Richterzeitung einen Artikel unter dem Titel "Le Conseil de la magistrature du canton de Fribourg: autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire" veröffentlicht.

Adrian Urwyler hat am 19. Dezember 2012 an der von der Rechtsfakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung teilgenommen.

Christian Pfammatter hat für die Anwaltspraktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung gegeben. Ebenfalls hat er an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikanten mitgewirkt. Am 12. November 2012 hat er zudem für den Freiburger Notariatsverband einen Vortrag über die Neuerungen im RPBG gehalten.

Johannes Frölicher hielt am Abend für die Erstsemestrigen der rechtswissenschaftlichen Fakultät, der am 11. Dezember 2012 an der Universität Freiburg stattfand, einen zweisprachigen Vortrag.

\*\*\*\*\*

## Annexe/Beilage:

### Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2012 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2012

|  |  |
|--|--|
| <b>Président/Präsident :</b>                   | Christian Pfammatter   |
| <b>Vice-président/Vizepräsident :</b>          | Adrian Urwyler   |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>                    | Marianne Jungo<br>Alexandre Papaux*<br>Hugo Casanova<br>Josef Hayoz<br>Gabrielle Multone<br>Roland Henninger<br>Hubert Bugnon<br>Georges Chanez**<br>Françoise Bastons Bulletti<br>Anne-Sophie Peyraud<br>Jérôme Delabays<br>Johannes Frölicher<br>Catherine Overney<br>Michel Favre<br><br>Marc Boivin<br>Bernhard Schaaf<br>Présidents suppléants auprès de la Cour<br>des assurances sociales (pour une durée<br>déterminée)/Stellvertretende Präsidenten beim<br>Sozialversicherungsgerichtshof (für eine beschränkte Dauer)                                       |
| <b>Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :</b> | Daniel Schneuwly<br>André Riedo<br>Pascal Terrapon<br>Catherine Yesil-Huguenot<br>François-Xavier Audergon<br>Catherine Hayoz<br>Kurt Schwab<br>Parisima Vez<br>Francine Defferrard<br>Tarkan Göksu<br>Séverine Monferini Nuoffer<br>Michel Favre (jusqu'au 30.09.2012)<br>Jacques Bonfils<br>Hans-Jürg Schläppi<br>Ursula Schneider Schüttel<br>Laurent Schneuwly<br>Erika Schnyder<br>Richard Waeber<br>Armin Sahli<br>Christophe Maillard<br>Pierre Corboz<br>Jean-Luc Mooser<br>Felix Baumann<br>Georges Chanez (dès le 01.07.2012)<br>Dina Beti<br>Pascal Richard |

\*remplacé par Michel Favre le 1.10.2012/ersetzt durch Michel Favre am 1.10.2012

\*\*remplacé par Catherine Overney le 1.07.2012/ersetzt durch Catherine Overney am 1.07.2012

**Assesseurs/Beisitzer/-innen :**

**Cour fiscale/Steuergerichtshof :** Michael Hank  
Berthold Buchs  
Albert Nussbaumer  
Jean-Marc Vionnet

**Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :** Hans Brügger  
Ernst Flammer  
Louis-Marc Perroud

**Cour des assurances sociales/  
Sozialversicherungsgerichtshof :** Jean-Marc Kuhn  
Lorenz Fivian

**Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :** Christian Grandjean  
Bruno Boschung

**SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG**

**Président/Präsident :** Jérôme Delabays

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Adrian Urwyler  
Hubert Bugnon  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

**I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Hubert Bugnon

**Membres/Mitglieder :** Adrian Urwyler  
Françoise Bastons Bulletti  
Jérôme Delabays

**II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Roland Henninger

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

**Cour de modération / Moderationshof**

**Président/Präsident :** Françoise Bastons Bulletti

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Adrian Urwyler

### **Chambre des poursuites et faillites / *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer***

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Président/Präsident :</b> | Adrian Urwyler   |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>  | Hubert Bugnon<br>Georges Chanez<br>Françoise Bastons Bulletti<br>Jérôme Delabays |

### **Chambre des tutelles / *Vormundschaftskammer***

|                                 |                                      |
|---------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Présidente/Präsidentin :</b> | Jérôme Delabays                      |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>     | Alexandre Papaux<br>Roland Henninger |

### **SECTION PENALE / *STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG***

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Président/Präsident :</b> | Alexandre Papaux   |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>  | Roland Henninger<br>Adrian Urwyler<br>Hubert Bugnon<br>Georges Chanez<br>Françoise Bastons Bulletti<br>Jérôme Delabays |

### **Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof***

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>Président/Präsident :</b> | Alexandre Papaux  |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>  | Adrian Urwyler<br>Hubert Bugnon<br>Françoise Bastons Bulletti |

### **Chambre pénale / *Strafkammer***

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Président/Präsident :</b> | Georges Chanez                                       |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>  | Roland Henninger<br>Hubert Bugnon<br>Jérôme Delabays |

## SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>Présidente/Präsidentin :</b> | Marianne Jungo  |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>     | Gabrielle Multone<br>Hugo Casanova<br>Josef Hayoz<br>Christian Pfammatter<br>Anne-Sophie Peyraud<br>Jérôme Delabays (à 40% jusqu'en avril 2012)<br>Johannes Frölicher<br><br>Marc Boivin<br>Bernhard Schaaf<br>Présidents suppléants auprès de la Cour<br>des assurances sociales (pour une durée<br>déterminée)/ <i>Stellvertretende Präsidenten beim Sozialversicherungsgerichtshof</i><br>(für eine beschränkte Dauer) |

### I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>Présidente/Präsidentin :</b> | Marianne Jungo  |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>     | Christian Pfammatter<br>Gabrielle Multone<br>Josef Hayoz (affaires en allemand/ <i>deutschsprachige Angelegenheiten</i> ) |

### II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Président/Präsident :</b> | Josef Hayoz                                |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>  | Johannes Frölicher<br>Christian Pfammatter |

### III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

|                                 |  |
|---------------------------------|--|
| <b>Présidente/Präsidentin :</b> | Gabrielle Multone  |
| <b>Membres/Mitglieder :</b>     | Marianne Jungo<br>Johannes Frölicher<br>Josef Hayoz (affaires en allemand/ <i>deutschsprachige Angelegenheiten</i> ) |

### Cour fiscale / Steuergerichtshof

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| <b>Président/Präsident :</b>      | Hugo Casanova  |
| <b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b> | Michael Hank<br>Berthold Buchs<br>Albert Nussbaumer<br>Jean-Marc Vionnet |

### Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof

|                                 |  |
|---------------------------------|--|
| <b>Présidente/Präsidentin :</b> | Anne-Sophie Peyraud  |
|                                 | <b>Présidents suppléants :</b><br>Johannes Frölicher (40%)<br>Marc Boivin<br>Bernhard Schaaf |

**Assesours/Beisitzer –in :**

Jean-Marc Kuhn  
Lorenz Fivian

## PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

### I. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b> |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Récusation / <i>Ausstand</i>                        | 9           | 12          |
| Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>            | 228*        | 271         |
| <b>Total</b>  | <b>237</b>  | <b>283</b>  |

\* 76 demandes, concernant une volumineuse affaire, émanait des Pays-Bas / 76 Gesuche betreffend eine umfangreiche Angelegenheit stammten aus den Niederlanden

#### **I<sup>ère</sup> COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF**

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 110         | 67          |
| Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 371         | 353         |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 385         | 310         |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 96          | 110         |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                           |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 34          | 33          |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                     | 82          | 46          |
| Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>             | 3           | 5           |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 79          | 62          |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                                   | 24          | 32          |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 10          | 14          |
| Transaction / <i>Vergleich</i>   | 8           | 6           |
| Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>                                    | 2           | 2           |
| Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>                                 | 0           | 0           |
| Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>              | 1           | 0           |
| Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i> | 15          | 12          |
| Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>                        | 0           | 0           |

|   |            |            |
|---|------------|------------|
| AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>                     | 91         | 73         |
| AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>                   | 29         | 16         |
| AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>                    | 5          | 1          |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                  | 2          | 6          |
| Changement / <i>Wechsel</i>   | 0          | 0          |
| Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i> | 0          | 2          |
| <b>Total</b>  | <b>385</b> | <b>310</b> |

| <b>Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i></b>   |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>   | 0           | 0           |
| Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>   | 93          | 70          |
| dont mesures protectrices de l'union conjugale/<br><i>davon Eheschutzmassnahmen</i>                    | 36          | 25          |
| Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>   | 6           | 4           |
| Droit des successions / <i>Erbrecht</i>  | 6           | 1           |
| Droit réels / <i>Sachenrecht</i>   | 5           | 4           |
| Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>   | 27          | 42          |
| Assurance / <i>Versicherung</i>  | 1           | 0           |
| Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>  | 2           | 0           |
| Récusation / <i>Ausstand</i>   | 2           | 1           |
| Conciliation / <i>Schlichtung</i>  | 1           | 0           |
| Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>   | 1           | 0           |
| Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>   | 4           | 3           |
| Sûretés / <i>Sicherheiten</i>  | 5           | 0           |
| Exécution / <i>Vollstreckung</i>   | 2           | 1           |
| Mesures provisionnelles et leur modification/<br><i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>   | 50          | 33          |
| Appel/recours sur mesures provisionnelles/<br><i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i> | 42          | 41          |
| Poursuite pour dettes / <i>Schuldbetreibung</i>  | 1           | 0           |
| Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>   | 132         | 104         |
| Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>                           | 1           | 0           |
| Révision / <i>Revision</i>   | 1           | 2           |
| Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>   | 0           | 2           |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>  | 3           | 2           |
| <b>Total</b>   | <b>385</b>  | <b>310</b>  |



| <b>Provenance / Herkunft</b> |             |             |
|------------------------------|-------------|-------------|
|                              | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Sarine / Saane               | 90          | 80          |
| Singine / Sense              | 8           | 10          |
| Gruyère / Greyerz            | 35          | 33          |
| Lac / See                    | 10          | 12          |
| Glâne / Glane                | 12          | 17          |
| Broye / Broye                | 30          | 19          |
| Veveyse / Vivisbach          | 11          | 14          |
| Autres / Andere              | 189         | 125         |
| <b>Total</b>                 | <b>385</b>  | <b>310</b>  |

**II<sup>ème</sup> COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF**

|  |             |             |
|--|-------------|-------------|
| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 90          | 45          |
| Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 335         | 337         |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 344         | 292         |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 81          | 90          |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                                       |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 55          | 72          |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                                 | 21          | 14          |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                             | 9           | 7           |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 112         | 98          |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>   | 74          | 52          |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 17          | 16          |
| Transaction / <i>Vergleich</i>   | 4           | 2           |
| Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>  | 2           | 3           |
| AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>                        | 13          | 6           |
| AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>                      | 7           | 5           |
| AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>                       | 3           | 0           |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                     | 3           | 4           |
| Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>                          | 0           | 2           |
| Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>             | 24          | 7           |
| Transmis à l'autorité compétente /<br><i>Überweisung an die zuständige Behörde</i> | 0           | 4           |
| <b>Total</b>   | <b>344</b>  | <b>292</b>  |

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>        |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i> | 59          | 41          |
| Travail / <i>Arbeit</i>                                    | 12          | 9           |
| Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>                          | 29          | 19          |

|  |            |            |
|--|------------|------------|
| Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>                             | 1          | 0          |
| Droit de la poursuite pour dettes et la faillite /<br><i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>       | 173        | 138        |
| dont faillites / <i>davon Konkurse</i>   | 32         | 35         |
| dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>   | 141        | 92         |
| Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>   | 45         | 60         |
| Appel/recours sur mesures provisionnelles/<br><i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i> | 2          | 0          |
| Instance unique / <i>Einzige Instanz</i>   | 4          | 4          |
| Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>   | 1          | 0          |
| Récusation / <i>Ausstand</i>   | 0          | 1          |
| Exécution / <i>Vollstreckung</i>   | 1          | 0          |
| Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>   | 5          | 3          |
| Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>   | 1          | 0          |
| Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>   | 1          | 5          |
| Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>   | 0          | 0          |
| Sûretés / <i>Sicherheiten</i>  | 0          | 0          |
| Révision / <i>Revision</i>   | 1          | 1          |
| Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>   | 4          | 3          |
| Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>  | 0          | 1          |
| Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>   | 0          | 6          |
| Conciliation / <i>Schlichtung</i>  | 2          | 0          |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>  | 3          | 1          |
| <b>Total</b>   | <b>344</b> | <b>292</b> |

| <b>Provenance / Herkunft</b> |             |             |
|------------------------------|-------------|-------------|
|                              | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Sarine / <i>Saane</i>        | 134         | 104         |
| Singine / <i>Sense</i>       | 15          | 11          |
| Gruyère / <i>Greyerz</i>     | 39          | 40          |
| Lac / <i>See</i>             | 16          | 12          |
| Glâne / <i>Glane</i>         | 16          | 10          |
| Broye / <i>Broye</i>         | 20          | 30          |
| Veveyse / <i>Vivisbach</i>   | 10          | 10          |
| Autres / <i>Andere</i>       | 94          | 75          |
| <b>Total</b>                 | <b>344</b>  | <b>292</b>  |

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /  
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

|  |             |             |
|--|-------------|-------------|
| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 11          | 7           |
| Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 182         | 145         |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 183         | 141         |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 10          | 11          |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                   |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>                                     | 117         | 89          |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>             | 4           | 4           |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>         | 1           | 2           |
| Rejet / <i>Abweisung</i>                                       | 28          | 28          |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                           | 15          | 4           |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>                             | 12          | 3           |
| Retrait / <i>Rückzug</i>                                       | 5           | 2           |
| Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>                            | 0           | 2           |
| AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>    | 0           | 2           |
| AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>  | 0           | 3           |
| AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>   | 0           | 0           |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i> | 1           | 1           |
| Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>         | 0           | 1           |
| Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>                | 0           | 0           |
| Transaction / <i>Vergleich</i>                                 | 0           | 0           |
| Désignation / <i>Bezeichnung</i>                               | 0           | 0           |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>                                  | 0           | 0           |
| <b>Total</b>   | <b>183</b>  | <b>141</b>  |

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>       |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Plaintes / <i>Beschwerden</i>                             | 59          | 43          |
| Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i> | 5           | 4           |

|  |            |            |
|--|------------|------------|
| Réalisation de parts de communauté /<br><i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>                          | 4          | 3          |
| Demande de nouvelle estimation /<br><i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>   | 0          | 0          |
| Prolongation du délai de liquidation de la faillite /<br><i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i> | 98         | 75         |
| Nullité / <i>Nichtigkeit (173<sup>2</sup> LP/SchKG)</i>  | 0          | 0          |
| Récusation / <i>Ausstand</i>   | 0          | 0          |
| Assistance judiciaire /<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>  | 1          | 6          |
| Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>   | 16         | 9          |
| Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>                             | 0          | 0          |
| Séquestre / <i>Arrest</i>  | 0          | 1          |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>  | 0          | 0          |
| <b>Total</b>   | <b>183</b> | <b>141</b> |

| <b>Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens</b> |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| 1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>                 | 126         | 90          |
| 15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>      | 20          | 11          |
| 1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>                  | 29          | 24          |
| Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>           | 8           | 16          |
| <b>Total</b>  | <b>183</b>  | <b>141</b>  |

| <b>Provenance / Herkunft</b>                                 |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Sarine / <i>Saane</i>  | 18          | 21          |
| Singine / <i>Sense</i>                                       | 12          | 7           |
| Gruyère / <i>Greyerz</i>                                     | 3           | 4           |
| Lac / <i>See</i>   | 2           | 4           |
| Glâne / <i>Glane</i>   | 2           | 2           |
| Broye / <i>Broye</i>   | 10          | 5           |
| Veveyse / <i>Vivisbach</i>                                   | 10          | 2           |
| Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i> | 107         | 78          |
| Autres / <i>Andere</i>                                       | 19          | 18          |
| <b>Total</b>   | <b>183</b>  | <b>141</b>  |

**COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF**

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 11          | 7           |
| Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 39          | 30          |
| Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>  | 36          | 26          |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 14          | 11          |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                                    |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>  | 7           | 7           |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                              | 4           | 6           |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                          | 0           | 1           |
| Rejet / <i>Abweisung</i>  | 10          | 2           |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>  | 8           | 4           |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>  | 3           | 2           |
| Retrait / <i>Rückzug</i>  | 3           | 2           |
| Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i> | 0           | 1           |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                  | 0           | 1           |
| AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>                   | 1           | 0           |
| <b>Total</b>  | <b>36</b>   | <b>26</b>   |

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>   |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>  | 0           | 1           |
| Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>  | 14          | 6           |
| Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>   | 12          | 11          |
| Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i> | 2           | 3           |

|   |           |           |
|---|-----------|-----------|
| Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i> | 0         | 1         |
| Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>  | 7         | 3         |
| Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>  | 1         | 1         |
| <b>Total</b>  | <b>36</b> | <b>26</b> |

| <b>Provenance / Herkunft</b> |             |             |
|------------------------------|-------------|-------------|
|                              | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Sarine / <i>Saane</i>        | 17          | 10          |
| Singine / <i>Sense</i>       | 2           | 0           |
| Gruyère / <i>Greyerz</i>     | 7           | 3           |
| Lac / <i>See</i>             | 0           | 1           |
| Glâne / <i>Glane</i>         | 1           | 0           |
| Broye / <i>Broye</i>         | 1           | 3           |
| Veveyse / <i>Vivisbach</i>   | 0           | 3           |
| Autres / <i>Andere</i>       | 8           | 6           |
| <b>Total</b>                 | <b>36</b>   | <b>26</b>   |

**CHAMBRE DES TUTELLES / VORMUNDSCHAFTSKAMMER**

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 7           | 1           |
| Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 22          | 27          |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 29          | 21          |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 0           | 7           |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                                    |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>  | 5           | 0           |
| Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>                              | 1           | 0           |
| Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                      | 2           | 0           |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>  | 4           | 4           |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>  | 3           | 8           |
| Retirés / <i>Rückzug</i>  | 0           | 1           |
| AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>                     | 7           | 2           |
| AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                  | 2           | 0           |
| AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>                    | 1           | 0           |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                  | 0           | 1           |
| Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>          | 1           | 1           |
| Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>                                 | 0           | 0           |
| Transaction / <i>Vergleich</i>  | 1           | 0           |
| Désignation / <i>Bezeichnung</i>  | 1           | 0           |
| Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>                          | 0           | 1           |
| Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i> | 0           | 3           |
| Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>                       | 1           | 0           |
| <b>Total</b>  | <b>29</b>   | <b>21</b>   |



| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>  |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Recours / <i>Beschwerde</i>  | 15          | 16          |
| Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>   | 10          | 4           |
| Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>   | 1           | 1           |
| Appel/recours sur mesures provisionnelles/<br><i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i> | 2           | 0           |
| Récusation / <i>Ausstand</i>   | 1           | 0           |
| <b>Total</b>   | <b>29</b>   | <b>21</b>   |

## II. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

### COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF

|  |             |             |
|--|-------------|-------------|
| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 96*         | 58          |
| Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 164         | 164         |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 164         | 125         |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 96          | 97*         |

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2011 et le 01.01.2012 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques./Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.11 und dem 01.01.12 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>   |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 17          | 14          |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                                     | 19          | 19          |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 46          | 43          |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>   | 8           | 6           |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>   | 25          | 4           |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 35          | 27          |
| Transaction / <i>Vergleich</i>   | 0           | 0           |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                         | 1           | 0           |
| AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>                             | 3           | 5           |
| Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>                    | 0           | 0           |
| Prolongation du traitement ambulatoire / <i>Verlängerung der ambulanten Behandlung</i> | 0           | 0           |
| Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>                              | 1           | 0           |
| Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>   | 2           | 0           |
| Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>                                 | 2           | 0           |
| Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>  | 4           | 0           |
| Procédure périmée / <i>Verwirkte Berufung</i>  | 0           | 4           |
| Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>                   | 0           | 2           |
| Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>           | 1           | 0           |
| Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>        | 0           | 1           |
| <b>Total</b>   | <b>164</b>  | <b>125</b>  |

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>                          |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Appels / <i>Berufungen</i>   | 138         | 94          |
| Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Entscheide</i>         | 0           | 0           |
| Récusation / <i>Ausstand</i>   | 1           | 0           |
| Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>                  | 1           | 6           |
| Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>                   | 9           | 11          |
| Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>                     | 0           | 0           |
| Révision / <i>Revision</i>   | 11          | 7           |
| Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i> | 3           | 7           |
| Attribution des dépens   | 1           | 0           |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>  | 0           | 0           |
| <b>Total</b>   | <b>164</b>  | <b>125</b>  |

| <b>Provenance / Herkunft</b>                                 |             |             |
|--|-------------|-------------|
| <b>Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht</b> |             |             |
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Sarine / <i>Saane</i>  | 50          | 32          |
| Singine / <i>Sense</i>                                       | 1           | 2           |
| Gruyère / <i>Greyerz</i>                                     | 10          | 10          |
| Lac / <i>See</i>   | 3           | 6           |
| Glâne / <i>Glane</i>   | 6           | 1           |
| Broye / <i>Broye</i>   | 7           | 2           |
| Veveyse / <i>Vivisbach</i>                                   | 7           | 2           |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>                                | 9           | 0           |
| <b>Total</b>   | <b>93</b>   | <b>55</b>   |

| <b>Juge de police / Polizeirichter</b> |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Sarine / <i>Saane</i>                  | 23          | 12          |
| Singine / <i>Sense</i>                 | 4           | 2           |
| Gruyère / <i>Greyerz</i>               | 10          | 10          |
| Lac / <i>See</i>                       | 3           | 7           |
| Glâne / <i>Glane</i>                   | 6           | 3           |
| Broye / <i>Broye</i>                   | 7           | 1           |
| Veveyse / <i>Vivisbach</i>             | 0           | 3           |
| <b>Total</b>                           | <b>53</b>   | <b>38</b>   |

| <b>Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter</b> |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|  | <b>4</b>    | <b>1</b>    |

| <b>Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht</b> |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|  | <b>1</b>    | <b>6</b>    |

| <b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b> |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|  | <b>3</b>    | <b>3</b>    |

| <b>Autres / Andere</b> |             |             |
|------------------------|-------------|-------------|
|                        | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|                        | <b>10</b>   | <b>22</b>   |

**CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER**

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 33          | 49          |
| Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 223         | 197         |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 207         | 213         |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 49          | 33          |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                                       |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 16          | 8           |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                                 | 10          | 8           |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                             | 16          | 13          |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 93          | 85          |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>   | 43          | 45          |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 4           | 2           |
| Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>                             | 0           | 0           |
| Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>  | 0           | 1           |
| Transmis à l'autorité compétente /<br><i>Überweisung an die zuständige Behörde</i> | 6           | 23          |
| Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>             | 6           | 15          |
| Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>         | 7           | 6           |
| Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>                                    | 0           | 0           |
| AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>                        | 2           | 5           |
| AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>                      | 1           | 1           |
| AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>                     | 1           | 0           |
| Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>               | 2           | 0           |
| Fixation de l'indemnité de partie / <i>Festsetzung der Parteientschädigung</i>     | 0           | 1           |
| <b>Total</b>   | <b>207</b>  | <b>213</b>  |

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>   |             |             |
|---|-------------|-------------|
|   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Recours / <i>Beschwerden</i>  | 168         | 156         |
| Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>   | 3           | 22          |
| Récusation / <i>Ausstand</i>  | 16          | 15          |
| Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i> | 15          | 11          |
| Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>                      | 2           | 3           |
| Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>  | 3           | 5           |
| Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>  | 0           | 1           |
| Divers / <i>Verschiedenes</i>   | 0           | 0           |
| <b>Total</b>  | <b>207</b>  | <b>213</b>  |

**PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER**

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 0           | 1           |
| Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 13          | 15          |
| Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 13          | 16          |
| Affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 0           | 0           |

| <b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>                                       |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 13          | 14          |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                                 | 0           | 0           |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 0           | 1           |
| Transmis à l'autorité compétente /<br><i>Überweisung an die zuständige Behörde</i> | 0           | 1           |
| <b>Total</b>   | <b>13</b>   | <b>16</b>   |

| <b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>  |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
| Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) /<br><i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i> | 13          | 15          |
| <b>Total</b>   | <b>13</b>   | <b>16</b>   |

### III. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

#### I<sup>ère</sup> COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

| Statistique générale / Allgemeine Statistik   | 2012 | 2011 |
|---|------|------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 106  | 107  |
| b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 159  | 163  |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 174  | 164  |
| d) affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 91   | 106  |

| Modes de liquidation / Erledigungsart   | 2012       | 2011       |
|---|------------|------------|
| Admission<br><i>Gutheissung</i>   | 23         | 20         |
| Admission partielle<br><i>Teilweise Gutheissung</i>   | 3          | 1          |
| Admission avec renvoi<br><i>Gutheissung mit Rückweisung</i>   | 3          | 6          |
| Rejet<br><i>Abweisung</i>   | 64         | 78         |
| Irrecevabilité<br><i>Nichteintreten</i>   | 2          | 3          |
| Irrecevabilité manifeste<br><i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>   | 19         | 10         |
| Retrait<br><i>Rückzug</i>   | 10         | 2          |
| Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure<br><i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i> | 8          | 7          |
| Transaction/Ratification<br><i>Vergleich/Genehmigung</i>  | 2          | 1          |
| Rayé autres motifs<br><i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>   | 20         | 20         |
| Classé sans suite<br><i>Ohne Folge klassiert</i>  | 2          | 0          |
| Liquidation par lettre<br><i>Erledigung durch Brief</i>   | 1          | 0          |
| Assistance judiciaire accordée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>       | 8          | 7          |
| Assistance judiciaire refusée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>     | 6          | 5          |
| Assistance judiciaire accordée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>      | 1          | 0          |
| Assistance judiciaire refusée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>    | 2          | 4          |
| <b>Total</b>  | <b>174</b> | <b>164</b> |



| <b>Matières traitées</b><br><i>Behandelte Rechtsgebiete</i>   | <b>Pendant au 1.1.</b><br><i>Hängig per 1.1.</i> | <b>Entrées</b><br><i>Neueingänge</i> | <b>Total</b> | <b>Liquidé</b><br><i>Erledigt</i> | <b>Pendant au 31.12.</b><br><i>Hängig per 31.12.</i> |
|---|--|--------------------------------------|--------------|-----------------------------------|--|
| Etablissement et séjour<br><i>Niederlassung und Aufenthalt</i>  | 49   | 58                                   | 107          | 70                                | 37   |
| Droits politiques<br><i>Politische Rechte</i>   | 4  | 2                                    | 6            | 6                                 | 0  |
| Agents des collectivités publiques<br><i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>   | 10   | 13                                   | 23           | 10                                | 13   |
| Affaires communales<br><i>Gemeindeangelegenheiten</i>   | 2  | 10                                   | 12           | 5                                 | 7  |
| Responsabilité<br><i>Haftung</i>  | 15   | 4                                    | 19           | 7                                 | 12   |
| Ecole et formation<br><i>Schule und Bildung</i>   | 5  | 11                                   | 16           | 14                                | 2  |
| Exécution des peines et mesures<br><i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>  | 2  | 1                                    | 3            | 3                                 | 0  |
| Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger<br><i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>                   | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Avocats, notaires<br><i>Anwälte, Notare</i>   | 2  | 0                                    | 2            | 1                                 | 1  |
| Droit des personnes et famille<br><i>Personen- und Familienrecht</i>  | 1  | 2                                    | 3            | 1                                 | 2  |
| Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte<br><i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i> | 0  | 4                                    | 4            | 4                                 | 0  |
| Recours sur réclamation (frais)<br><i>Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)</i>                                     | 0  | 1                                    | 1            | 0                                 | 1  |
| Réclamation (dépens, art. 148 CPJA)<br><i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>                                      | 0  | 2                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Révision<br><i>Revision</i>   | 1  | 1                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Mesures provisionnelles<br><i>Vorsorgliche Massnahmen</i>   | 3  | 24                                   | 27           | 21                                | 6  |
| Mesures provisionnelles urgentes<br><i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Recours sur mesures provisionnelles<br><i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>                                      | 0  | 2                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Assistance judiciaire (principe)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>  | 8  | 22                                   | 30           | 21                                | 9  |
| Recours sur assistance judiciaire<br><i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>  | 2  | 0                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Récusation<br><i>Ausstand</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 0                                 | 1  |
| Déclinatoire<br><i>Unzuständigkeitseinrede</i>  | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| <b>Total</b>  | <b>106</b>                                       | <b>159</b>                           | <b>265</b>   | <b>174</b>                        | <b>91</b>  |

Le nombre de causes introduites a très légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la I<sup>ère</sup> Cour compte encore 1 affaire de 2006, 4 affaires de 2008, 8 affaires de 2010 et 18 affaires de 2011 portant essentiellement sur la responsabilité des collectivités publiques.

*Die Zahl der Neueingänge ist gegenüber dem Vorjahr leicht zurückgegangen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim I. Hof noch 1 Angelegenheit aus dem Jahr 2006, 4 Angelegenheiten aus dem Jahr 2008, 8 aus dem Jahr 2010 und 18 aus dem Jahr 2011 hängig, die zum grössten Teil die Haftung der Gemeinwesen betreffen.*

## II<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|---|-------------|-------------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 89          | 93          |
| b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 150         | 116         |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 148         | 120         |
| d) affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 91          | 89          |

| <b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|---|-------------|-------------|
| Admission<br><i>Gutheissung</i>   | 10          | 12          |
| Admission partielle<br><i>Teilweise Gutheissung</i>   | 5           | 2           |
| Admission avec renvoi<br><i>Gutheissung mit Rückweisung</i>   | 3           | 2           |
| Rejet<br><i>Abweisung</i>   | 62          | 49          |
| Irrecevabilité<br><i>Nichteintreten</i>   | 4           | 1           |
| Irrecevabilité manifeste<br><i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>   | 20          | 9           |
| Retrait<br><i>Rückzug</i>   | 7           | 13          |
| Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure<br><i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i> | 3           | 2           |
| Transaction/Ratification<br><i>Vergleich/Genehmigung</i>  | 4           | 5           |
| Rayé autres motifs<br><i>Abschreibung andere Gründe</i>   | 26          | 22          |
| Liquidation par lettre<br><i>Erledigung durch Brief</i>   | 4           | 2           |
| Transmission à l'autorité compétente<br><i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>                          | 0           | 1           |
| <b>Total</b>  | <b>148</b>  | <b>120</b>  |

| <b>Matières traitées</b><br><i>Behandelte Rechtsgebiete</i>  | <b>Pendant au 1.1.</b><br><i>Hängig per 1.1.</i> | <b>Entrées</b><br><i>Neueingänge</i> | <b>Total</b> | <b>Liquidé</b><br><i>Erledigt</i> | <b>Pendant au 31.12.</b><br><i>Hängig per 31.12.</i> |
|--|--|--------------------------------------|--------------|-----------------------------------|--|
| Aménagement du territoire et constructions<br><i>Raumplanung und Bauwesen</i>  | 58   | 70                                   | 128          | 77                                | 51   |
| Protection de la nature et du paysage<br><i>Natur- und Heimatschutz</i>  | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Protection de l'environnement<br><i>Umweltschutz</i>   | 2  | 5                                    | 7            | 3                                 | 4  |
| Expropriation<br><i>Enteignung</i>   | 6  | 0                                    | 6            | 2                                 | 4  |
| Energie<br><i>Energie</i>  | 2  | 0                                    | 2            | 1                                 | 1  |
| Marchés publics<br><i>Beschaffungswesen</i>  | 2  | 15                                   | 17           | 13                                | 4  |
| Domaine public<br><i>Öffentliche Sachen</i>  | 0  | 8                                    | 8            | 1                                 | 7  |
| Protection contre les incendies et les éléments naturels<br><i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>  | 1  | 5                                    | 6            | 3                                 | 3  |
| Récusation<br><i>Ausstand</i>  | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Révision<br><i>Revision</i>  | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Réclamation (frais)<br><i>Einsprache (Kosten)</i>  | 1  | 1                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Réclamation (dépens, art. 148 CPJA)<br><i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>   | 3  | 0                                    | 3            | 3                                 | 0  |
| Décision postérieure au jugement (art. 71, 195 CPP;<br>préarchivage)<br><i>Nachträgliche richterliche Anordnungen (Art. 71, 195<br/>StPO; Vorarchivierung)</i> | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Procédures autres<br><i>Verfahren andere</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 0                                 | 1  |
| Mesures provisionnelles<br><i>Vorsorgliche Massnahmen</i>  | 13   | 36                                   | 49           | 37                                | 12   |
| Mesures provisionnelles urgentes<br><i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>  | 0  | 6                                    | 6            | 2                                 | 4  |
| <b>Total</b>   | <b>89</b>  | <b>150</b>                           | <b>239</b>   | <b>148</b>                        | <b>91</b>  |

Le nombre de causes introduites a augmenté de plus de 29 % et le nombre d'affaires liquidées de plus de 23 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires pendantes est ainsi resté pratiquement le même.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la II<sup>ème</sup> Cour compte encore 1 affaire de 2008, 5 de 2010 et 6 de 2011, portant principalement sur des questions d'aménagement du territoire et de droit des constructions ainsi que d'expropriation.

*Die Zahl der Neueingänge ist im Vergleich zum Vorjahr um 29 %, und die Zahl der erledigten Angelegenheiten um mehr als 23 % gestiegen. Die Zahl der hängigen Angelegenheiten ist somit praktisch gleich geblieben.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim II. Hof noch 1 Angelegenheit aus dem Jahr 2008, 5 Angelegenheiten aus dem Jahr 2010 und 6 aus dem Jahr 2011 hängig, wovon der grösste Teil Raumplanungs- und Baubewilligungsfragen sowie Enteignungsfragen zum Gegenstand haben.*

### III<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

| Statistique générale / Allgemeine Statistik   | 2012              | 2011 |
|---|-------------------|------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 111 <sup>1)</sup> | 124  |
| b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 242 <sup>2)</sup> | 210  |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 264 <sup>3)</sup> | 223  |
| d) affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 89                | 111  |

1) et 2) *les affaires d'aide sociale sont depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 de la compétence de la Cour des assurances sociales et, partant, comptabilisées dans les affaires enregistrées par dite Cour mais, pour des motifs liés à la surcharge de cette Cour, restent traitées par les juges de la III<sup>ème</sup> Cour (on compte 18 affaires pendantes au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et 45 dossiers enregistrés en 2012). / Die Sozialhilfeangelegenheiten fallen seit dem 1. Januar 2011 in die Zuständigkeit des Sozialversicherungsgerichtshofs, werden jedoch wegen Überlastung dieses Hofes weiterhin von den Richtern des III. Hofes behandelt (2012 waren es 18 am 1. Januar hängige Angelegenheiten und 45 eingetragene Angelegenheiten).*

3) *doivent être rajoutés à ce chiffre les 41 dossiers d'aide sociale enregistrés par la Cour des assurances sociales mais liquidés par les juges de la III<sup>ème</sup> Cour. / Zu dieser Zahl kommen die 2012 beim Sozialversicherungsgerichtshof eingetragenen, jedoch von den Richtern des III. Hofes erledigten 41 Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten.*

| Mode de liquidation / Erledigungsart  | 2012       | 2011       |
|---|------------|------------|
| Admission<br><i>Gutheissung</i>   | 16         | 17         |
| Admission partielle<br><i>Teilweise Gutheissung</i>   | 6          | 9          |
| Admission avec renvoi<br><i>Gutheissung mit Rückweisung</i>   | 7          | 5          |
| Rejet<br><i>Abweisung</i>   | 93         | 76         |
| Irrecevabilité<br><i>Nichteintreten</i>   | 1          | 3          |
| Irrecevabilité manifeste<br><i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>   | 68         | 45         |
| Retrait<br><i>Rückzug</i>   | 19         | 25         |
| Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure<br><i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i> | 19         | 17         |
| Rayé autres motifs<br><i>Abschreibung andere Gründe</i>   | 24         | 20         |
| Classé sans suite<br><i>Ohne Folge klassiert</i>  | 1          | 0          |
| Liquidation par lettre<br><i>Erledigung durch Brief</i>   | 1          | 1          |
| Assistance judiciaire accordée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>       | 2          | 1          |
| Assistance judiciaire refusée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>     | 2          | 3          |
| Assistance judiciaire accordée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>      | 3          | 1          |
| Assistance judiciaire refusée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>    | 2          | 0          |
| <b>Total</b>  | <b>264</b> | <b>223</b> |

| <b>Matières traitées</b><br><i>Behandelte Rechtsgebiete</i>   | <b>Pendant au 1.1.</b><br><i>Hängig per 1.1.</i> | <b>Entrées</b><br><i>Neueingänge</i> | <b>Total</b> | <b>Liquidé</b><br><i>Erledigt</i> | <b>Pendant au 31.12.</b><br><i>Hängig per 31.12.</i> |
|---|--|--------------------------------------|--------------|-----------------------------------|--|
| Circulation routière et transports<br><i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>   | 66   | 177                                  | 243          | 180                               | 63   |
| Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11)<br><i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i> | 16   | 4                                    | 20           | 18                                | 2  |
| Agriculture<br><i>Landwirtschaft</i>  | 11   | 14                                   | 25           | 12                                | 13   |
| Commerces et établissements publics<br><i>Handel und Gastgewerbe</i>  | 3  | 6                                    | 9            | 9                                 | 0  |
| Animaux<br><i>Tiere</i>   | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Santé publique<br><i>Öffentliche Gesundheit</i>   | 6  | 5                                    | 11           | 7                                 | 4  |
| Registre du commerc<br><i>Handelsregister</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Réclamation (frais)<br><i>Einsprache (Kosten)</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 0                                 | 1  |
| Procédure autres<br><i>Verfahren andere</i>   | 0  | 4                                    | 4            | 2                                 | 2  |
| Mesures provisionnelles<br><i>Vorsorgliche Massnahmen</i>   | 3  | 14                                   | 17           | 16                                | 1  |
| Mesures provisionnelles urgentes<br><i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>   | 1  | 4                                    | 5            | 5                                 | 0  |
| Assistance judiciaire (principe)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>  | 4  | 12                                   | 16           | 13                                | 3  |
| <b>Total</b>  | <b>111</b>                                       | <b>242</b>                           | <b>353</b>   | <b>264</b>                        | <b>89</b>  |

Le nombre de causes introduites a augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 32 dossiers / + 47 en tenant compte des dossiers d'aide sociale). La liquidation a également augmenté (+ 41 dossiers / + 66 en tenant compte des dossiers d'aide sociale).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la III<sup>ème</sup> Cour compte encore 1 affaire de 2010 en matière d'agriculture et 13 affaires de 2011 portant essentiellement sur des questions d'agriculture et de circulation routière.

*Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zum Vorjahr zugenommen (+32 Dossiers/ +47 unter Berücksichtigung der Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten). Auch die Zahl der erledigten Angelegenheiten ist gestiegen (+41 Dossiers/ +66 unter Berücksichtigung der Dossiers in Sozialhilfeangelegenheiten).*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim III. Hof noch 1 Angelegenheit aus dem Jahr 2010 im Bereich der Landwirtschaft und 13 aus dem Jahr 2011 hängig; Letztere beziehen sich hauptsächlich auf Fragen der Landwirtschaft und des Strassenverkehrs.*

**COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF**

| <b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|---|-------------|-------------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>                                     | 134         | 156         |
| b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>  | 183         | 169         |
| - compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>  | 145         | 122         |
| - compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse /<br><i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i> | 38          | 47          |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 186         | 191         |
| - compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>  | 141         | 139         |
| - compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse /<br><i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i> | 45          | 52          |
| d) affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>  | 131         | 134         |

| <b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>   | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|---|-------------|-------------|
| Admission<br><i>Gutheissung</i>   | 6           | 11          |
| Admission partielle<br><i>Teilweise Gutheissung</i>   | 12          | 20          |
| Admission avec renvoi<br><i>Gutheissung mit Rückweisung</i>   | 10          | 8           |
| Rejet<br><i>Abweisung</i>   | 71          | 78          |
| Irrecevabilité<br><i>Nichteintreten</i>   | 8           | 5           |
| Irrecevabilité manifeste<br><i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>   | 38          | 16          |
| Retrait<br><i>Rückzug</i>   | 8           | 16          |
| Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure<br><i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i> | 17          | 18          |
| Transaction/Ratification<br><i>Vergleich/Genehmigung</i>  | 11          | 10          |
| Rayé autres motifs<br><i>Abschreibung andere Gründe</i>   | 1           | 8           |
| Liquidation par lettre<br><i>Erledigung durch Brief</i>   | 1           | 0           |
| Assistance judiciaire accordée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>      | 1           | 0           |
| Assistance judiciaire refusée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>    | 2           | 1           |
| <b>Total</b>  | <b>186</b>  | <b>191</b>  |

| <b>Matières traitées</b><br><i>Behandelte Rechtsgebiete</i>  | <b>Pendant au 1.1.</b><br><i>Hängig per 1.1.</i> | <b>Entrées</b><br><i>Neueingänge</i> | <b>Total</b> | <b>Liquidé</b><br><i>Erledigt</i> | <b>Pendant au 31.12</b><br><i>Hängig per 31.12</i> |
|--|--|--------------------------------------|--------------|-----------------------------------|--|
| Généralités<br><i>Allgemeines</i>  | 0  | 1                                    | 1            | 0                                 | 1  |
| Impôt sur revenu et fortune personnes physiques<br><i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i> | 96   | 132                                  | 228          | 130                               | 98   |
| Impôt sur bénéfice et capital personnes morales<br><i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>          | 8  | 3                                    | 11           | 6                                 | 5  |
| Impôt anticipé<br><i>Verrechnungssteuer</i>  | 1  | 1                                    | 2            | 0                                 | 2  |
| Impôts communaux<br><i>Gemeindesteuern</i>   | 1  | 2                                    | 3            | 2                                 | 1  |
| Impôts paroissiaux<br><i>Pfarresteuern</i>   | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Droits de mutation et gages immobiliers<br><i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>                        | 0  | 1                                    | 1            | 0                                 | 1  |
| Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole<br><i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>         | 3  | 1                                    | 4            | 4                                 | 0  |
| Taxe d'exemption de l'obligation de servir<br><i>Wehrpflichtersatz</i>   | 1  | 1                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Taxe de séjour<br><i>Aufenthaltstaxe</i>   | 1  | 11                                   | 12           | 12                                | 0  |
| Contributions publiques communales<br><i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>   | 4  | 13                                   | 17           | 6                                 | 11   |
| Taxes cantonales de police<br><i>Kantonale Polizeiabgaben</i>  | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Amendes d'ordre<br><i>Ordnungsbussen</i>   | 2  | 1                                    | 3            | 0                                 | 3  |
| Emoluments administratifs<br><i>Verwaltungsgebühren</i>  | 3  | 3                                    | 6            | 5                                 | 1  |
| Soustraction fiscale et rappel d'impôts<br><i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>                               | 10   | 0                                    | 10           | 9                                 | 1  |
| Réclamations (frais)<br><i>Einsprachen (Kosten)</i>  | 1  | 2                                    | 3            | 2                                 | 1  |
| Révision<br><i>Revision</i>  | 0  | 2                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Mesures provisionnelles<br><i>Vorsorgliche Massnahmen</i>  | 0  | 3                                    | 3            | 0                                 | 3  |
| Assistance judiciaire (principe)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>                                 | 1  | 5                                    | 6            | 3                                 | 3  |
| Recours sur assistance judiciaire<br><i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| <b>Total</b>   | <b>134</b>                                       | <b>183</b>                           | <b>317</b>   | <b>186</b>                        | <b>131</b>   |

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 14 dossiers) et le nombre d'affaires liquidées a légèrement diminué (- 5 dossiers). Le nombre d'affaires pendantes a également baissé (- 3 affaires).

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Cour fiscale compte encore 31 affaires de 2011.

*Die Zahl der Neueingänge hat gegenüber dem Vorjahr leicht zugenommen (+14 Dossiers), während jene der erledigten Fälle leicht abgenommen hat (-5 Dossiers). Die Zahl der hängigen Angelegenheiten ist ebenfalls rückläufig (-3 Angelegenheiten).*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Steuergerichtshof noch 31 Angelegenheiten aus dem Jahr 2011 hängig.*

**COUR DES ASSURANCES SOCIALES / SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF**

| Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>  | 2012              | 2011 |
|---|-------------------|------|
| a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier<br><i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i> | 544 <sup>1)</sup> | 647  |
| b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>                                  | 492 <sup>2)</sup> | 430  |
| c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>  | 576 <sup>3)</sup> | 533  |
| d) affaires pendantes au 31 décembre<br><i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>          | 460 <sup>4)</sup> | 544  |

<sup>1)</sup> dont 14 dossiers d'aide sociale traités par les juges de la IIIème Cour <sup>2)</sup> dont 45 dossiers d'aide sociale / <sup>3)</sup> dont 41 dossiers d'aide sociale / <sup>4)</sup> dont 18 dossiers d'aide sociale / <sup>1)</sup> wovon 14 Sozialhilfeangelegenheiten, die von den Richtern des III. Hofes behandelt werden / <sup>2)</sup> wovon 45 Sozialhilfeangelegenheiten / <sup>3)</sup> wovon 41 Sozialhilfeangelegenheiten / <sup>4)</sup> wovon 18 Sozialhilfeangelegenheiten

| Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>   | 2012       | 2011       |
|---|------------|------------|
| Admission<br><i>Gutheissung</i>   | 41         | 36         |
| Admission partielle<br><i>Teilweise Gutheissung</i>   | 37         | 37         |
| Admission avec renvoi<br><i>Gutheissung mit Rückweisung</i>   | 37         | 44         |
| Rejet<br><i>Abweisung</i>   | 219        | 229        |
| Irrecevabilité<br><i>Nichteintreten</i>   | 4          | 16         |
| Irrecevabilité manifeste<br><i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>   | 37         | 15         |
| Retrait<br><i>Rückzug</i>   | 14         | 19         |
| Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure<br><i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i> | 34         | 20         |
| Transaction/Ratification<br><i>Vergleich/Genehmigung</i>  | 11         | 1          |
| Rayé autres motifs<br><i>Abschreibung andere Gründe</i>   | 14         | 22         |
| Classé sans suite<br><i>Ohne Folge klassiert</i>  | 0          | 1          |
| Liquidation par lettre<br><i>Erledigung durch Brief</i>   | 21         | 22         |
| Observations<br><i>Stellungnahme</i>  | 1          | 0          |
| Assistance judiciaire accordée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>       | 41         | 35         |
| Assistance judiciaire refusée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>     | 22         | 10         |
| Assistance judiciaire accordée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>      | 19         | 8          |
| Assistance judiciaire retirée (avec avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>      | 0          | 1          |
| Assistance judiciaire refusée (sans avocat)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>      | 4          | 0          |
| Partage de la prestation de sortie en cas de divorce<br><i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i> | 20         | 17         |
| <b>Total</b>  | <b>576</b> | <b>533</b> |



| <b>Matières traitées</b><br><i>Behandelte Rechtsgebiete</i>                             | <b>Pendant au 1.1.</b><br><i>Hängig per 1.1.</i> | <b>Entrées</b><br><i>Neueingänge</i> | <b>Total</b> | <b>Liquidé</b><br><i>Erledigt</i> | <b>Pendant au 31.12.</b><br><i>Hängig per 31.12.</i> |
|---|--|--------------------------------------|--------------|-----------------------------------|--|
| Assurance-vieillesse et survivants<br><i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>     | 29   | 11                                   | 40           | 24                                | 16   |
| Assurance-invalidité<br><i>Invalidenversicherung</i>                                    | 207  | 171                                  | 378          | 168                               | 210  |
| Prestations complémentaires<br><i>Ergänzungsleistungen</i>                              | 6  | 7                                    | 13           | 6                                 | 7  |
| Assurance-maladie<br><i>Krankenversicherung</i>   | 37   | 17                                   | 54           | 31                                | 23   |
| Assurance-accident<br><i>Unfallversicherung</i>   | 92   | 47                                   | 139          | 63                                | 76   |
| Assurance-chômage<br><i>Arbeitslosenversicherung</i>                                    | 70   | 38                                   | 108          | 72                                | 36   |
| Prévoyance professionnelle<br><i>Berufliche Vorsorge</i>                                | 54   | 28                                   | 82           | 44                                | 38   |
| Assurance-maternité<br><i>Mutterschaftsversicherung</i>                                 | 2  | 0                                    | 2            | 2                                 | 0  |
| Assurance militaire<br><i>Militärversicherung</i>                                       | 2  | 0                                    | 2            | 1                                 | 1  |
| Allocations pour perte de gain<br><i>Erwerbssersatz</i>                                 | 0  | 2                                    | 2            | 0                                 | 2  |
| Allocations familiales<br><i>Familienzulagen</i>  | 6  | 3                                    | 9            | 7                                 | 2  |
| Allocations familiales dans l'agriculture<br><i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i> | 1  | 0                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Aide sociale (dès le 01.01.11)<br><i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>                | 8  | 24                                   | 32           | 18                                | 14   |
| Révision<br><i>Revision</i>   | 0  | 3                                    | 3            | 1                                 | 2  |
| Procédure autres<br><i>Verfahren andere</i>   | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Mesures provisionnelles<br><i>Vorsorgliche Massnahmen</i>                               | 3  | 14                                   | 17           | 14                                | 3  |
| Mesures provisionnelles urgentes<br><i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>           | 0  | 6                                    | 6            | 6                                 | 0  |
| Recours sur mesures provisionnelles<br><i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>  | 0  | 1                                    | 1            | 1                                 | 0  |
| Assistance judiciaire (principe)<br><i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>      | 24   | 113                                  | 137          | 109                               | 28   |
| Recours sur assistance judiciaire<br><i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>              | 3  | 6                                    | 9            | 7                                 | 2  |
| <b>Total</b>  | <b>544</b>                                       | <b>492</b>                           | <b>1036</b>  | <b>576</b>                        | <b>460</b>   |

Le nombre des nouvelles entrées a augmenté de manière assez conséquente (+ 14,5 %) par rapport à l'exercice précédent (+ 62 affaires au total, dont 47 hors aide sociale) pour atteindre un peu moins de 500 nouveaux dossiers, ce qui correspond à près de 40 % des entrées de toute la section administrative pour 2012.

Grâce à l'augmentation des affaires liquidées et malgré l'accroissement des causes introduites durant l'année, on assiste, pour la troisième année consécutive, à une baisse significative (- 88 dossiers) des affaires pendantes au 31 décembre 2012 par rapport aux dossiers pendants au 31 décembre précédent.

Il faut encore relever que le contentieux AI a subi, après trois années de décline, une inflation notable pour rejoindre le taux valable en 2009. Cette branche représente ainsi en 2012 près de 35 % des affaires dont est chargée la Cour des assurances sociales (21 % en 2011, 31 % en 2010, 36 % en 2009 et 41 % en 2008).

En ce qui concerne l'ancienneté des recours et actions, la Cour des assurances sociales a pu enfin liquider ses plus anciennes affaires, dont une affaire de 2000 et une de 2004. La plus ancienne remonte désormais à 2009 et devrait rapidement être tranchée au début 2013 de concert avec un dossier parent introduit lui, en 2010. La Cour ne compte plus que 4 causes introduites en 2010, dont celle qui a été précédemment évoquée, et 150 affaires datant de 2011.

*Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zum Vorjahr ziemlich stark zugenommen (+14,5 %, also +62 Angelegenheiten insgesamt, wovon 47 keine Sozialangelegenheiten sind); somit wurde eine Zahl von etwas weniger als 500 Neueingängen erreicht, was 40 % der Neueingänge der gesamten Verwaltungsrechtlichen Abteilung im Jahr 2012 entspricht.*

*Dank der Zunahme der erledigten Angelegenheiten und trotz des Anstiegs der während des Jahres erfolgten Neueingänge ist zum dritten Jahr hintereinander ein signifikanter Rückgang (-88 Dossiers) der am 31. Dezember 2012 hängigen Angelegenheiten im Vergleich zu jenen am 31. Dezember des Vorjahres zu verzeichnen.*

*Hervorzuheben ist, dass die IV-Streitfälle nach drei Jahren Rückgang eine markante Inflation zu verzeichnen haben, die die Zahlen von 2009 erreicht. Diese Branche entspricht somit 2012 nahezu 35 % der Angelegenheiten, mit denen der Sozialversicherungsgerichtshof befasst ist (2011: 21 %, 2010: 31 %, 2009: 36 % und 2008: 41 %).*

*Was das Alter der Beschwerden und Klagen betrifft, so hat der Sozialversicherungsgerichtshof endlich seine ältesten Fälle, 1 aus dem Jahr 2000, und 1 aus dem Jahr 2004 erledigen können. Der älteste Fall stammt nunmehr aus dem Jahr 2009 und dürfte 2013 rasch erledigt werden können, gemeinsam mit einer weiteren Angelegenheit aus dem Jahr 2010. Beim Sozialversicherungsgerichtshof sind somit, der genannte Fall mit eingerechnet, nur noch 4 Fälle aus dem Jahr 2010 und 150 aus dem Jahr 2011 offen.*

**IV. RECOURS AU TRIBUNAL FÉDÉRAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT**

| <b>Recours déposés / Eingereichte Beschwerden</b>                              | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof                  | 24          | 30          |
| II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof                | 19          | 16          |
| Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer | 9           | 1           |
| Cour de modération / Moderationshof  | 1           | 0           |
| Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer                                    | 3           | 0           |
| Tribunal cantonal / Kantonsgericht   | 0           | 0           |
| Cour d'appel pénal / Strafappellationshof                                      | 27          | 27          |
| Chambre pénale / Strafkammer   | 23          | 27          |
| I <sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof               | 23          | 34          |
| II <sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof             | 12          | 10          |
| III <sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof           | 10          | 8           |
| Cour fiscale / Steuergerichtshof   | 17          | 3           |
| Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof                  | 48          | 53          |
| <b>Total</b>   | <b>216</b>  | <b>209</b>  |

| <b>Recours traités / Erledigte Beschwerden</b><br><b>Modes de liquidation / Erledigungsarten</b> | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--|-------------|-------------|
| <b>I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</b>                              |             |             |
| Admis / Gutheissung  | 3           | 5           |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung  | 1           | 0           |
| Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung  | 2           | 0           |
| Rejetés / Abweisung  | 15          | 10          |
| Irrecevables / Nichteintreten  | 7           | 5           |
| Sans objet / Gegenstandslos  | 1           | 1           |
| Retirés / Rückzug  | 1           | 0           |
| <b>II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof</b>                            |             |             |
| Admis / Gutheissung  | 0           | 3           |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung  | 0           | 0           |
| Rejetés / Abweisung  | 4           | 3           |
| Irrecevables / Nichteintreten  | 5           | 14          |
| Sans objet / Gegenstandslos  | 1           | 0           |
| Retirés / Rückzug  | 3           | 0           |

|   |    |    |
|---|----|----|
| <b>Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</b> |    |    |
| Admis / Gutheissung   | 0  | 0  |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung                                       | 0  | 0  |
| Rejetés / Abweisung   | 2  | 2  |
| Irrecevables / Nichteintreten   | 7  | 1  |
| Sans objet / Gegenstandslos   | 0  | 0  |
| Retirés / Rückzug   | 0  | 0  |
| <b>Cour de modération / Moderationshof</b>  |    |    |
| Admis / Gutheissung   | 0  | 0  |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung                                       | 0  | 0  |
| Rejetés / Abweisung   | 0  | 1  |
| Irrecevables / Nichteintreten   | 1  | 0  |
| Sans objet / Gegenstandslos   | 0  | 0  |
| Retirés / Rückzug   | 0  | 0  |
| <b>Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer</b>                                |    |    |
| Admis / Gutheissung   | 1  | 0  |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung                                       | 0  | 0  |
| Rejetés / Abweisung   | 1  | 0  |
| Irrecevables / Nichteintreten   | 0  | 0  |
| Sans objet / Gegenstandslos   | 0  | 0  |
| Retirés / Rückzug   | 0  | 0  |
| <b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b>                                  |    |    |
| Admis / Gutheissung   | 0  | 1  |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung                                       | 0  | 1  |
| Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung                                   | 4  | 0  |
| Rejetés / Abweisung   | 12 | 16 |
| Irrecevables / Nichteintreten   | 5  | 3  |
| Sans objet / Gegenstandslos   | 0  | 1  |
| Retirés / Rückzug   | 0  | 0  |
| <b>Chambre pénale / Strafkammer</b>   |    |    |
| Admis / Gutheissung   | 2  | 1  |
| Admis partiellement / Teilweise Gutheissung                                       | 0  | 0  |
| Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung                                   | 2  | 0  |
| Rejetés / Abweisung   | 10 | 10 |
| Irrecevables / Nichteintreten   | 14 | 10 |
| Sans objet / Gegenstandslos   | 0  | 0  |
| Retirés / Rückzug   | 0  | 0  |
| Rayé du rôle / Abschreibung   | 0  | 0  |

|  |    |    |
|--|----|----|
| <b>I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof</b>     |    |    |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 3  | 2  |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                         | 0  | 2  |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                     | 4  | 3  |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 16 | 16 |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                                       | 5  | 4  |
| Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>           | 4  | 1  |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>   | 0  | 0  |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 0  | 1  |
| <b>II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof</b>   |    |    |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 1  | 0  |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                         | 0  | 0  |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                     | 0  | 0  |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 12 | 3  |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                                       | 1  | 2  |
| Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>           | 0  | 0  |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>   | 0  | 0  |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 0  | 0  |
| <b>III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof</b> |    |    |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 0  | 2  |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                         | 0  | 0  |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                     | 0  | 0  |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 5  | 2  |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                                       | 2  | 2  |
| Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>           | 2  | 1  |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>   | 0  | 0  |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 0  | 0  |
| <b>Cour fiscale / Steuergerichtshof</b>                                    |    |    |
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 0  | 2  |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                         | 0  | 0  |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>                     | 0  | 0  |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 3  | 2  |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                                       | 0  | 0  |
| Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>           | 6  | 0  |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>   | 0  | 0  |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 0  | 0  |

| <b>Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof</b> |            |            |
|--|------------|------------|
| Admis / <i>Gutheissung</i>   | 4          | 10         |
| Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>                   | 3          | 4          |
| Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>               | 3          | 5          |
| Rejetés / <i>Abweisung</i>   | 24         | 18         |
| Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>                                 | 2          | 4          |
| Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>     | 10         | 3          |
| Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>                                   | 0          | 0          |
| Retirés / <i>Rückzug</i>   | 2          | 1          |
| <b>Total</b>   | <b>216</b> | <b>178</b> |